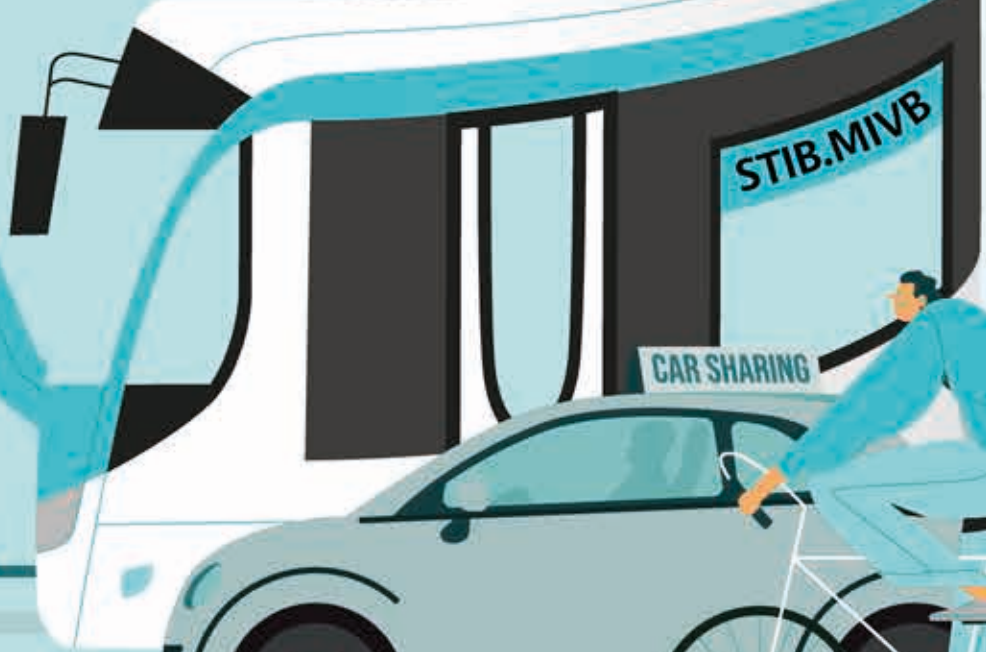


RAPPORT FINANCIER

2025



.brussels 
BOUGEONS BRUXELLES

stib.brussels





.brussels 

T

B

Rapport financier

1

Organes de gestion

2

Rapport du Conseil d'administration & Comité de gestion

2A

Commentaires sur les comptes annuels (art. 3:6 §1 – 1° CSA)

2B

Événements importants survenus pendant l'exercice (art.3:6 §1 3° CSA)

2C

Perspectives 2026

3

Comptes annuels

4

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la STIB

5

Rapport du collège des commissaires à l'assemblée générale des associés

6

Rapport financier consolidé

6A

Rapport du Conseil d'administration et du Comité de gestion

6B

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la STIB

RAPPORT FINANCIER 2025

Rapports du Conseil d'administration et du collège des commissaires et du commissaire-reviseur à l'assemblée générale des associés.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX DE BRUXELLES



1

ORGANES DE GESTION

La Société des transports intercommunaux de Bruxelles est une association de droit public liée à la Région de Bruxelles-Capitale par un contrat de gestion qui fixe tous les 5 ans les engagements et devoirs respectifs de chacune des deux parties. La Société est administrée et gérée par le Conseil d'administration, le Comité de gestion et l'administrateur-directeur général.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est chargé d'arrêter le budget de la société, d'arrêter les comptes annuels, de conclure le contrat de gestion avec le Gouvernement de la Région et d'en contrôler la bonne exécution ou encore d'approuver les conventions collectives négociées par l'administrateur-directeur général. C'est aussi le Conseil d'administration qui conclut les conventions avec les pouvoirs publics, ainsi que les contrats et conventions engageant la STIB pour des montants supérieurs à 2.479.000 euros et qui délibère sur toute question non attribuée à un autre organe.



| | | | |
|------|-----|--------------|---|
| MM. | M. | ERBUER | <i>président</i> |
| | L. | MOSTEFA | <i>vice-président</i> |
| | Br. | de MEEÛS | <i>administrateur-directeur général</i> |
| Mme | T. | DE BRUECKER | <i>directrice générale adjointe</i> |
| M. | P. | BALCAEN | <i>administrateur</i> |
| Mme | N. | BELKHATIR | <i>administratrice</i> |
| M. | I. | BEN MOHA | <i>administrateur</i> |
| Mme | M. | DE SCHRIJVER | <i>administratrice</i> |
| M. | I. | EL OUAKILI | <i>administrateur</i> |
| Mme | S. | HANA | <i>administratrice</i> |
| M. | S. | MAHLA | <i>administrateur</i> |
| Mmes | G. | MBAYOKO | <i>administratrice</i> |
| | J. | PETIT | <i>administratrice</i> |
| M. | M. | PILLOIS | <i>administrateur</i> |
| Mmes | S. | RAISS | <i>administratrice</i> |
| | C. | VANDEBORGHT | <i>administratrice</i> |
| M. | M. | AKEL | <i>administrateur, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative</i> |
| Mme | D. | BALBO | <i>administratrice, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative</i> |
| MM. | M. | PICKMAN | <i>administrateur, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative.</i> |
| | G. | COCHEZ | <i>chargé de mission du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, membre du Comité de gestion; assiste au Conseil d'administration avec voix consultative</i> |
| | A. | GUENNED | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle</i> |
| | V. | RIGA | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle, jusqu'au 9.4.2025</i> |
| | K. | DESWERT | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle, à partir du 10.4.2025</i> |



COMITÉ DE GESTION

Le Comité de gestion exerce les pouvoirs de haute direction dans la gestion de la société. Il propose le budget d'exploitation au Conseil d'administration et veille à son exécution. Il arrête les comptes mensuels, autorise les emprunts et les ouvertures de crédit, passe les contrats qui engagent la STIB pour des montants supérieurs à 743.680 euros et inférieurs à 2.479.000 euros, prend et donne tout bien en location, décide des acquisitions ou des aliénations immobilières, autorise les actions judiciaires...

| | | | |
|-----|-----|-------------|---|
| MM. | M. | ERBUER | <i>président</i> |
| | L. | MOSTEFA | <i>vice-président</i> |
| | Br. | de MEEÛS | <i>administrateur-directeur général</i> |
| Mme | T. | DE BRUECKER | <i>directrice générale adjointe</i> |
| MM. | P. | BALCAEN | <i>administrateur</i> |
| | M. | PILLOIS | <i>administrateur</i> |
| | O. | BOUJIDA | <i>administrateur</i> |
| | Ch. | ECKER | <i>administrateur</i> |
| | M. | AKEL | <i>administrateur, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative</i> |
| Mme | D. | BALBO | <i>administratrice, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative</i> |
| MM. | M. | PICKMAN | <i>administrateur, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative</i> |
| | G. | COCHEZ | <i>chargé de mission du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, membre du Comité de gestion; assiste au Conseil d'administration avec voix consultative</i> |
| | A. | GUENNED | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle</i> |
| | V. | RIGA | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle, jusqu'au 9.4.2025</i> |
| | K. | DESWERT | <i>commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, assiste au Conseil d'administration et au Comité de gestion avec voix consultative et mission de contrôle, à partir du 10.4.2025</i> |

En 2007, le Comité de gestion a institué en son sein :

- un comité d'audit – chargé d'assurer le processus d'élaboration de l'information financière et la communication au Conseil d'administration des résultats du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés;
- un comité des rémunérations – chargé de proposer les rémunérations des administrateurs et des deux membres de la Direction générale de l'entreprise.



ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'administrateur-directeur général est responsable de la gestion journalière de la société. À ce titre, il exécute les décisions prises par le Conseil d'administration et le Comité de gestion, il passe les commandes et conclut les contrats qui engagent la société pour un montant qui n'excède pas la somme de 743.680 euros. Il reçoit toutes les sommes dues à la société, il négocie les conventions collectives avec les représentants du personnel, etc.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale approuve les comptes annuels. Elle donne décharge au Conseil d'administration et au collège des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mandat.

L'assemblée générale est composée des propriétaires de parts dans le capital de la société, chaque part sociale donnant droit à une voix. La Région de Bruxelles-Capitale détient 139.000 parts sociales (99,28%), « Bruxelles Infrastructure Finance » (filiale de la SRIB) en détient 1.000 (0,72%).



COLLÈGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le collège des commissaires aux comptes surveille les opérations de la société. Les commissaires aux comptes peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société. Il leur est remis chaque semestre un état résumant la situation active et passive de celle-ci. Ils reçoivent annuellement, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, toutes les pièces nécessaires à la vérification des écritures.

| | | | |
|-----|-----|------------|--|
| MM. | Ph. | BARETTE | <i>directeur de la Direction Stratégie, Bruxelles Mobilité – AED du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale</i> |
| | W. | STOEFS | <i>inspecteur général des Finances du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, jusqu'au 3.12.2025</i> |
| | S. | SCHOUTEDEN | <i>inspecteur général des Finances du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, à partir du 4.12.2025</i> |
| | Ph. | GOSSART | <i>réviseur d'entreprises</i> |

COMMISSAIRE

Le commissaire atteste que les comptes annuels représentent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entité.

Forvis Mazars Réviseurs d'entreprises SRL

Représenté par

M. Ph. GOSSART *réviseur d'entreprises*

M. P. LENOIR



2

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ DE GESTION

Conformément à l'article 10 de l'ordonnance du 22 novembre 1990, l'assemblée générale du 30 mai 2023 a nommé jusqu'à l'assemblée générale de 2026 MM. Philippe Barette et Wilbert Stoefs, commissaires aux comptes, et le cabinet de révision Forvis Mazars Réviseurs d'entreprises SRL, représenté par M. Philippe Gossart, commissaire-reviseur.

Par ailleurs, l'assemblée générale spéciale tenue par écrit en décembre 2025 a remplacé M. Stoefs par M. Schouteden avec effet au 4 décembre 2025, ce qui achève le mandat de M. Stoefs.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

(art.3:6 §1 – 1° CSA) (CODE DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS)



396,1 MILLIONS DE VOYAGES



La société présente non seulement ses comptes annuels légaux conformément au droit comptable belge et au Code des sociétés et des associations, mais également ses comptes d'exploitation et d'investissement ventilant les charges et les produits selon leur destination. Ces comptes statutaires analytiques permettent de suivre tant le fonctionnement de la société « exploitante » d'un réseau intégré de transport que la maintenance et le renouvellement des investissements qui le composent. Ce sont ces comptes analytiques budgétaires qui font l'objet des commentaires repris ci-après conformément à l'article 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Il est important de noter le changement majeur du contexte politique puisque la Région bruxelloise est finalement parvenue à un accord pour la formation d'un gouvernement. Ce dernier s'est engagé à un retour à l'équilibre budgétaire d'ici à 2029 afin de préserver son autonomie financière ainsi que sa capacité à mener une politique ambitieuse.

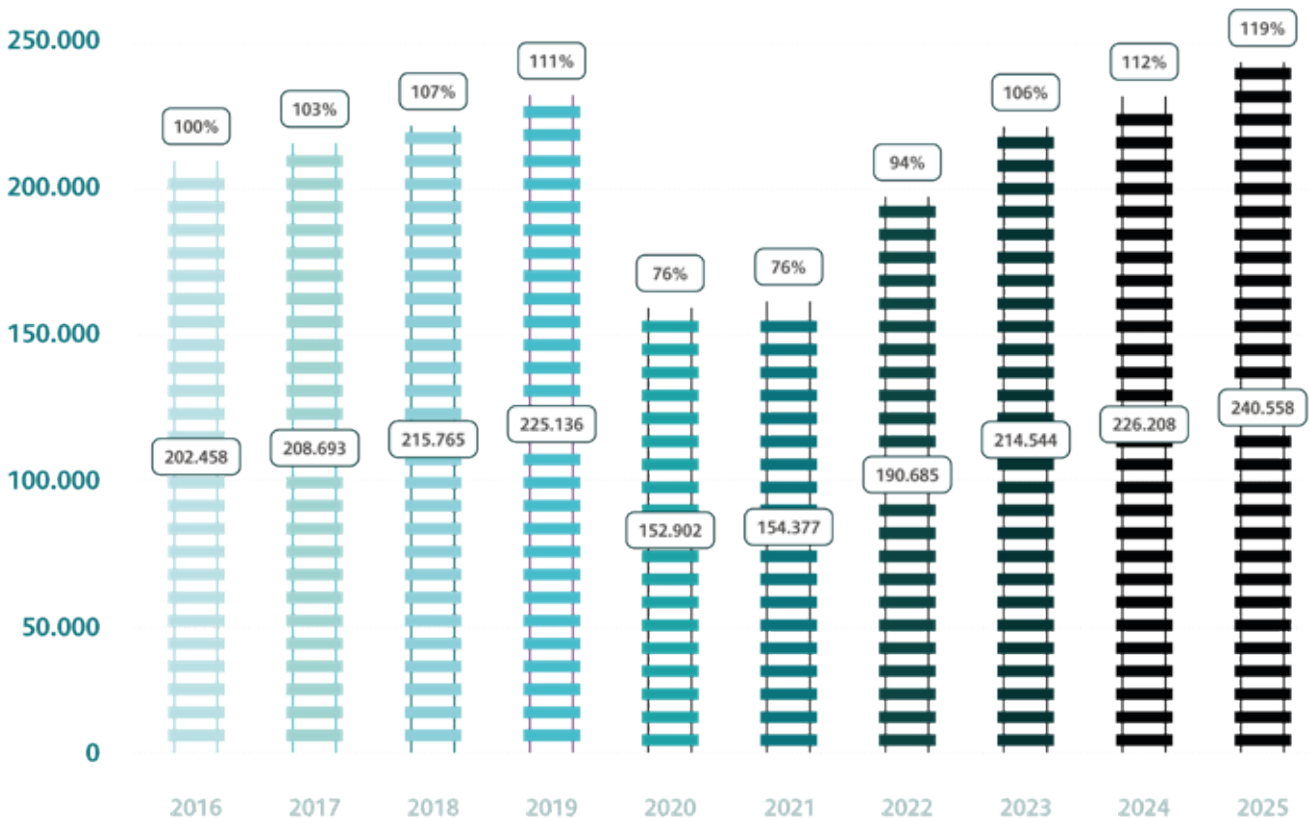
Les décisions relatives au Budget 2026 exigent des efforts importants en matière de dépenses de personnel et de fonctionnement au sein de la STIB. Celle-ci devra mettre en œuvre des mesures significatives, notamment un moratoire strict sur les recrutements ainsi qu'une réduction structurelle de ses coûts de fonctionnement, afin d'atteindre les objectifs fixés.

En dehors des évolutions liées à la politique régionale bruxelloise, nous n'avons pas connaissance d'autres faits ou circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

RECETTES DU TRAFIC

L'exercice se caractérise par une augmentation des recettes du trafic, portant celles-ci à 241 millions d'euros; ce qui représente une augmentation de 6% par rapport à l'année dernière, essentiellement à la suite de l'augmentation des tarifs.

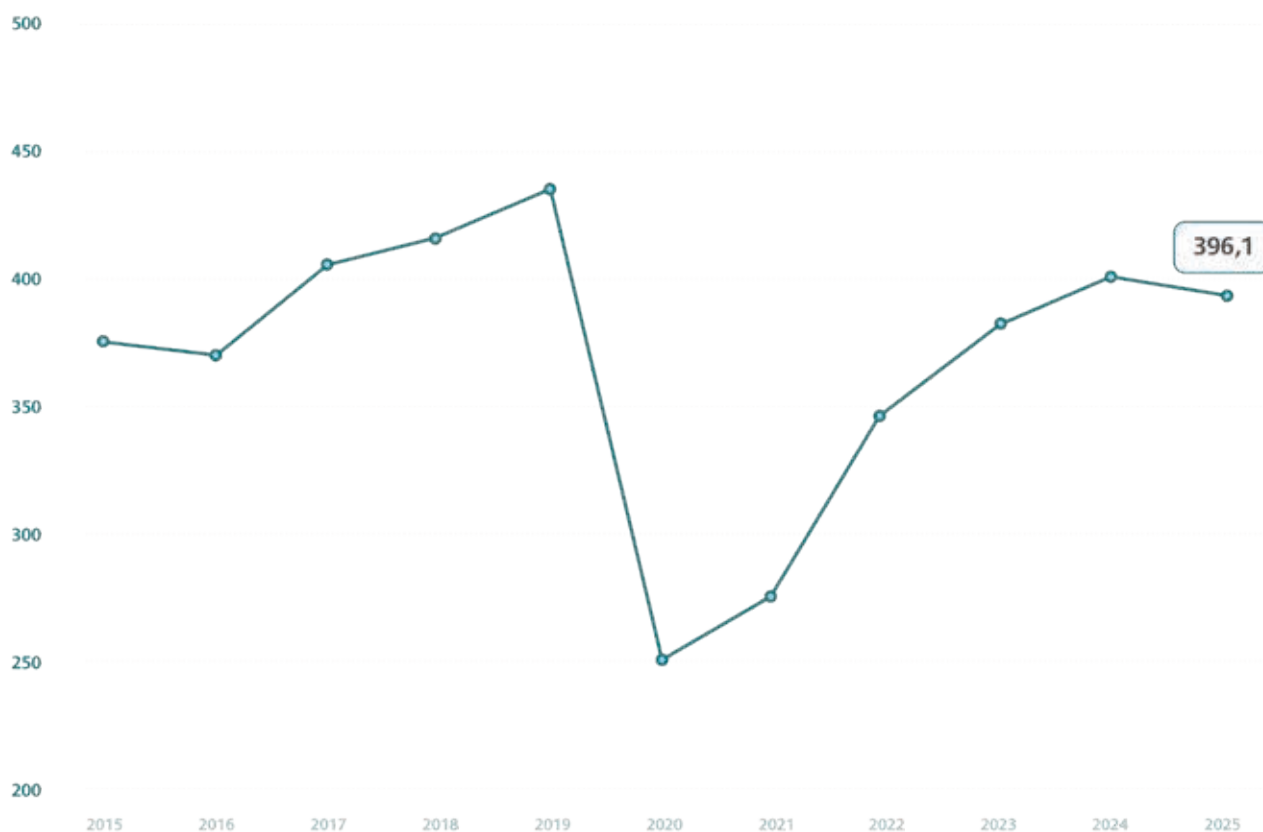
Recette du trafic (en KEUR)



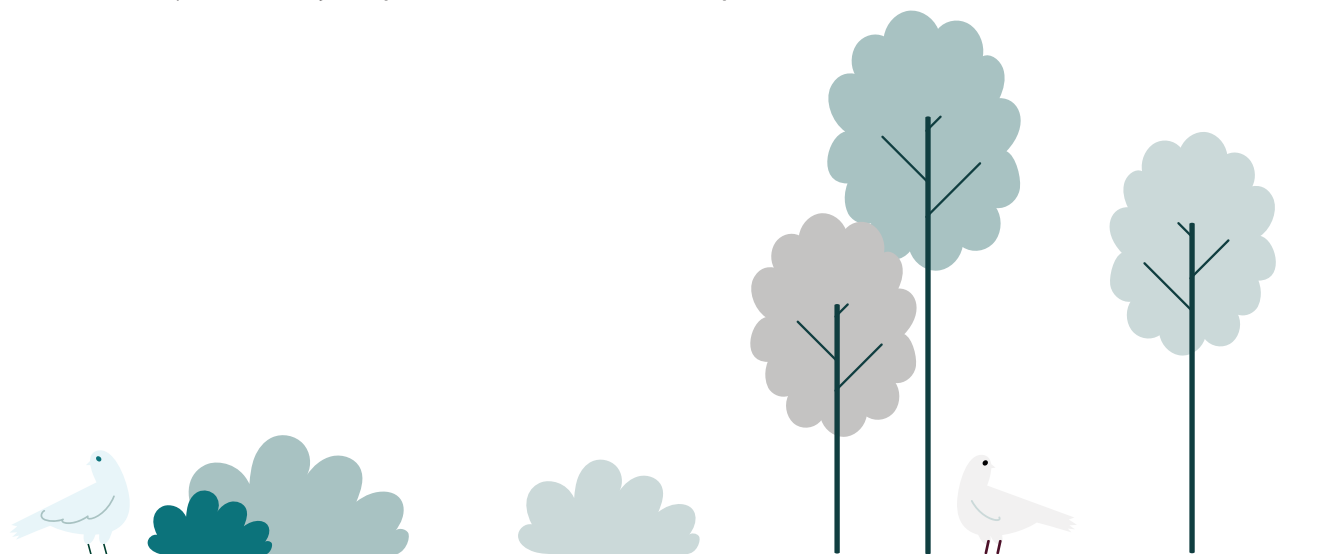
LA FRÉQUENTATION

La fréquentation montre une légère diminution, avec une baisse de 1,4% du nombre de voyages par rapport à 2024.

Évolution nombre de voyages (en millions)



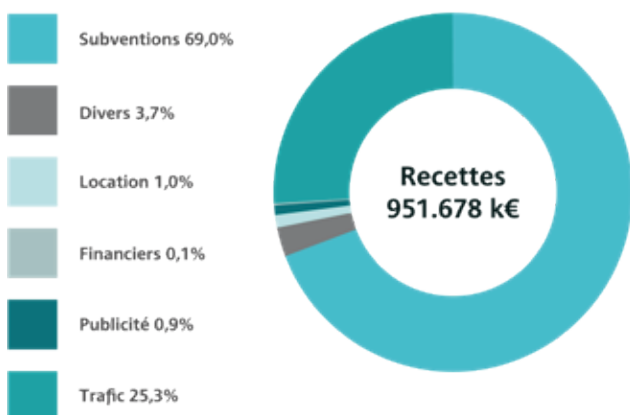
En 2025, les résultats de la fréquentation restent en dessous du niveau de 2019 (pré-Covid-19), contrairement aux recettes de trafic directes qui dépassent désormais le niveau pré-Covid.



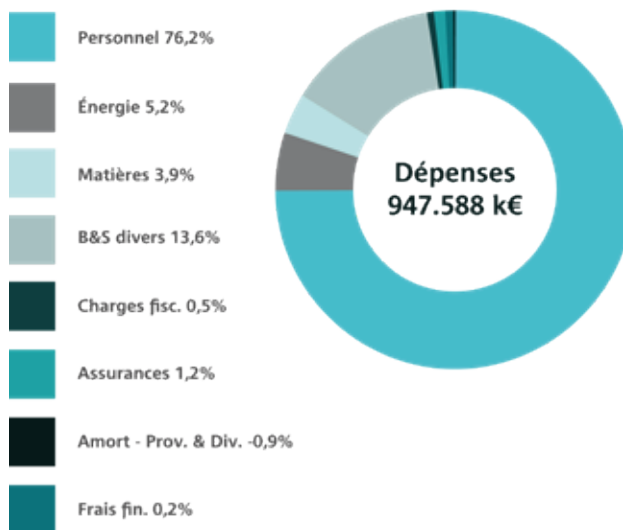


Compte de fonctionnement (en kEUR)

Les produits sont ventilés comme suit :



Ils doivent toutefois être mis en relation avec les charges d'exploitation correspondantes :



La masse salariale en fonctionnement représente 76% des coûts d'exploitation avec un total de 722 millions d'euros. Elle s'élevait à 715 millions d'euros en 2024. Cette augmentation s'explique principalement par les indexations de juin 2024 et mars 2025.

Ce montant couvre les rémunérations et les charges sociales légales et extralégales, y compris les charges de pensions complémentaires, de prépensions et de licenciements conventionnels.

Les coûts d'entretien (B&S divers), de loyer (B&S divers), d'énergie de traction et d'approvisionnement atteignent un total de 216 millions d'euros.

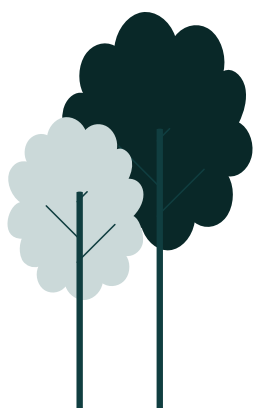
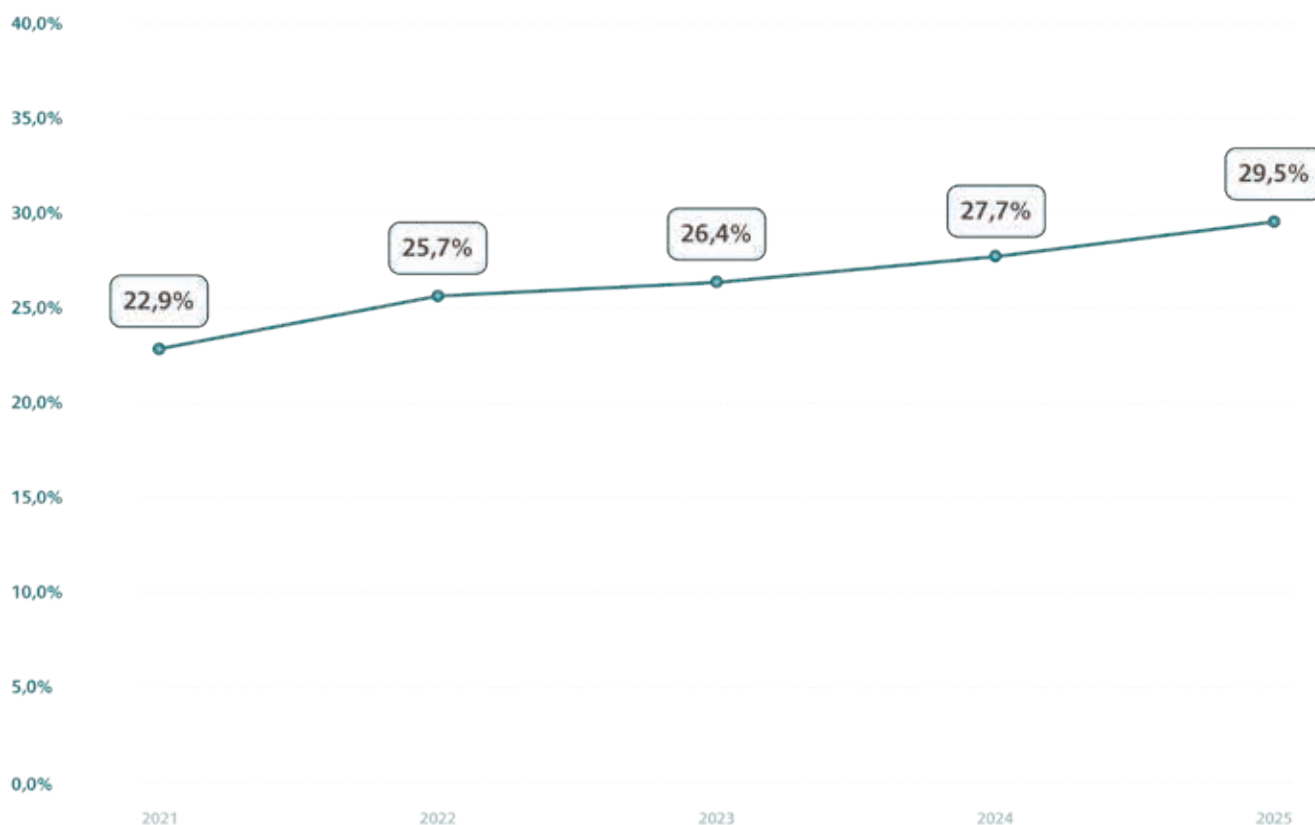
TAUX DE COUVERTURE

La STIB suit l'évolution du taux de couverture.

Le taux de couverture, calculé conformément à la méthodologie précisée dans le contrat de service public 2024-2028, atteint 29,5% en 2025. Celui-ci est le résultat du ratio des recettes propres sur les coûts d'exploitation (à l'exception des provisions et réductions de valeur sur actifs non immobilisés).

Ci-après, un historique des dernières années, calculé suivant cette méthodologie :

Taux de couverture 2021-2025



BILAN 2025

Le bilan de la société est présenté ci-après en grandes masses.

Bilan 31/12/2025



Afin de faciliter l'examen de ce bilan, certains postes sont détaillés ci-dessous.

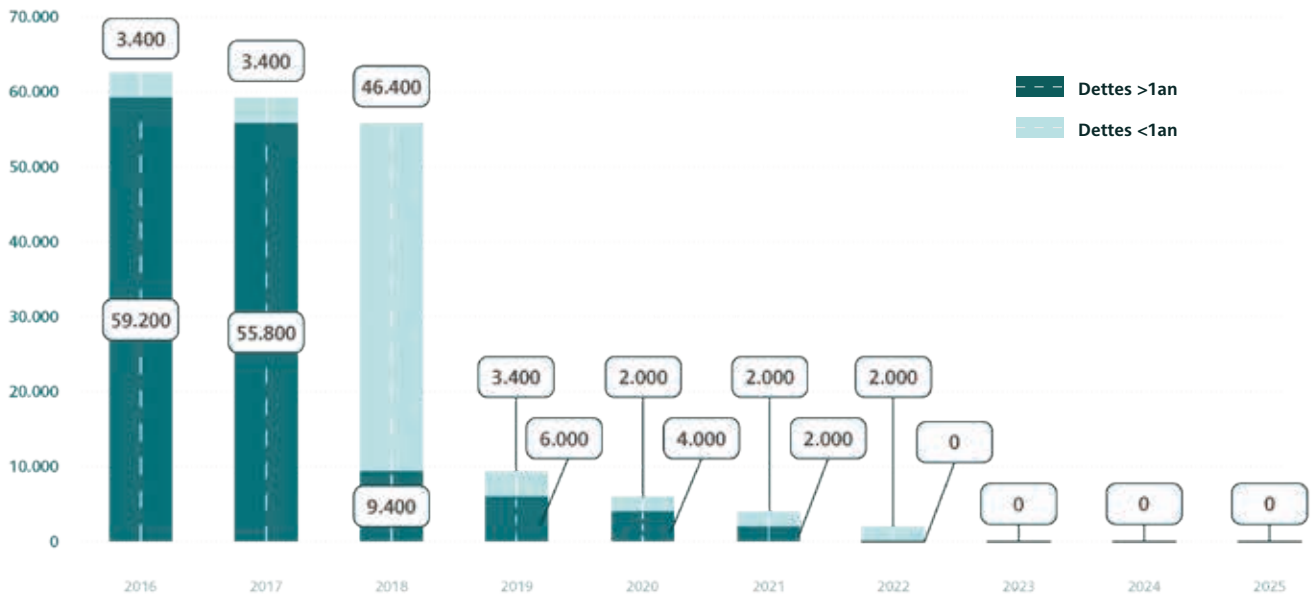
- La société n'a pas de succursales (art. 3:6 §1 5° du CSA).
- La société détient d'importants stocks de pièces détachées puisqu'elle assume l'entretien de ses outils d'exploitation.
- Des investissements substantiels ont été réalisés en accord avec l'autorité régionale.
- La société a poursuivi en 2025 la réalisation du programme de maintien, d'amélioration et de renouvellement de son outil d'exploitation. Le programme d'investissement a atteint 427,4 millions d'euros en 2025.
- Il concerne en grande partie le déploiement et le renouvellement d'installations fixes, l'acquisition de véhicules d'exploitation, les équipements réseaux et informatiques ainsi que les réseaux de voies et de câbles électriques.
- L'importance du programme d'investissement justifie l'accroissement des valeurs détenues en immobilisations. Leur valeur nette, après amortissement, atteint 2.884 millions d'euros (pour 2.805 millions en 2024).

- Les décaissements (d'investissement) y associés ont été financés par des subsides.
- En dehors des éléments repris ci-après, la société ne fait pas appel à des instruments financiers spécifiques, excepté un contrat swap de couverture pour le gasoil qui a été renouvelé au 01/01/2024 (art. 3:6 §1 8° du CSA).
- Les immobilisations financières sont constituées de participations dans des entreprises liées valorisées à 74,80 millions d'euros, de garanties dont 25,8 millions d'euros de couverture pour les sinistres accidents, et 0,5 million de garanties diverses.
- Les fonds propres augmentent de 72 millions d'euros en 2025. Cette hausse s'explique par le solde non encore amorti des subsides reçus de la Région pour le financement du programme d'investissements. Ces subsides sont pris en résultat au rythme de l'amortissement des biens qu'ils financent.
- Comme chaque année, la société a constitué des provisions permettant de couvrir les pensions et obligations similaires, les entretiens et grosses réparations, les risques et charges ainsi que les litiges en cours. Le total des provisions diminue de 17,8 millions d'euros en 2025. L'évaluation de ces provisions est basée sur des estimations qui comportent certains éléments d'incertitude.
- La société a totalement remboursé ses emprunts. Elle n'a pas conclu de nouvel emprunt en 2025.
- L'évolution de l'endettement est très favorable, comme le montre le graphique ci-après. La STIB a totalement remboursé sa dette en 2023.



ENDETTEMENT FINANCIER

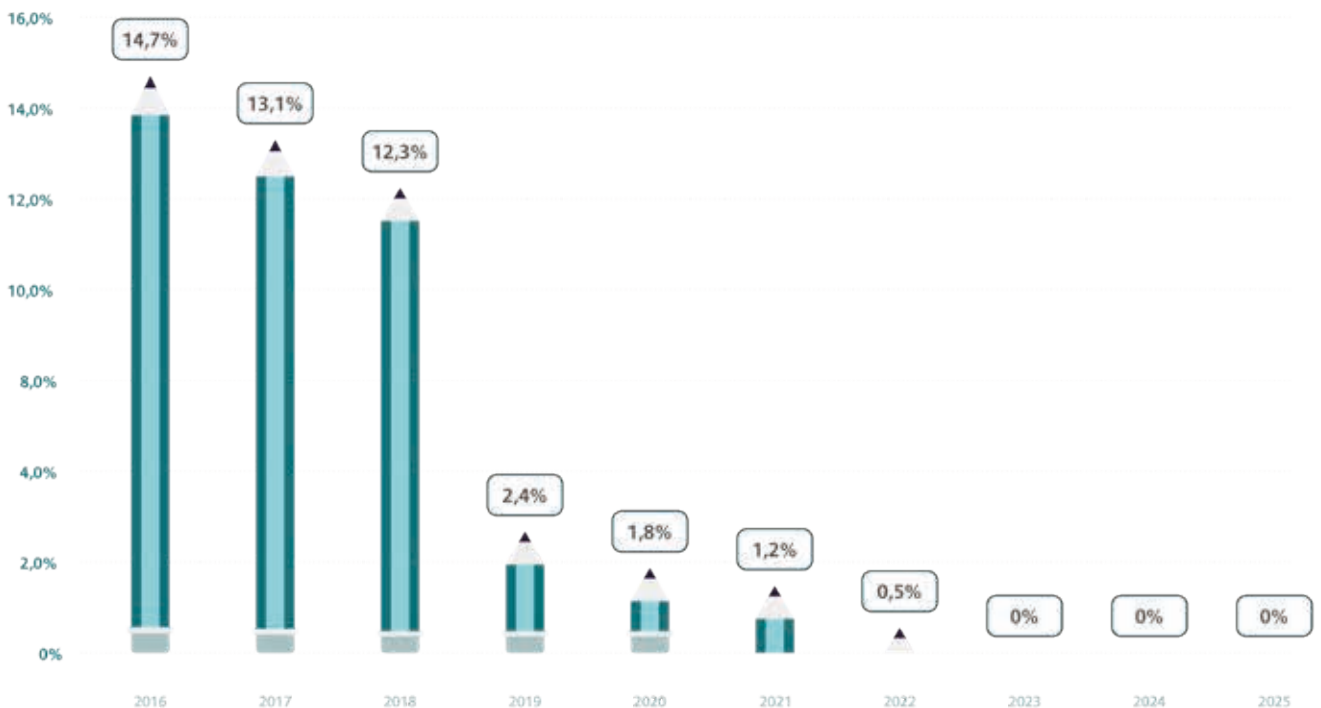
Endettement financier (en KEUR)



Le ratio de taux d'endettement, qui met en évidence la capacité de rembourser par les recettes propres (dettes/recettes propres générées dans l'année calculées sur la base du compte de résultats), s'améliore d'année en année. On est passé de 14,7% en 2016 à 0% en 2025.

TAUX D'ENDETTEMENT

Taux d'endettement



Le portefeuille d'endettement ne comprend plus d'emprunt.

Le gain de l'exercice s'élève à 469.237,82 euros. Celui-ci est reporté au passif du bilan.

Au niveau des liquidités, la STIB peut se reposer sur une trésorerie conséquente, constituée les années antérieures, lui permettant de faire face au paiement de ses créanciers. Cette trésorerie s'élevait à 303,5 millions d'euros au terme de l'exercice.

Les projections budgétaires anticipent une hausse des recettes de trafic en 2026, en raison notamment des indexations tarifaires de février 2025 et 2026.

L'accroissement des fonds propres (hors provisions) est de 71,7 millions d'euros en 2025 et n'impacte que très légèrement la solvabilité de la société, qui reste stable avec un ratio de 0,86.

Le cash-flow bilantaire est négatif de 146 millions d'euros en 2025.

La stabilité de la solvabilité est due en grande partie aux dotations des pouvoirs publics. Par ailleurs, la recherche constante d'efficacité et d'une meilleure maîtrise des coûts contribue également à limiter l'impact financier de l'inflation.

Cette approche se poursuivra de façon volontariste dans les années futures de manière à assurer l'efficacité du service à la clientèle.

La société a planifié ses budgets de manière prudente, compte tenu :

- de la volonté de respecter les lignes directrices du nouveau contrat de service public 2024-2028;
- des moyens budgétaires régionaux et en particulier des demandes formulées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de solde net de financement, la STIB étant consolidée avec les comptes de la Région;
- du contexte politique et budgétaire actuel de la Région de Bruxelles-Capitale et de la volonté du nouveau gouvernement bruxellois de parvenir à un retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2029.



ÉVÉNEMENTS IMPORTANTES SURVENUS PENDANT L'EXERCICE

(art. 3:6 §1 3° du CSA)



10.579 COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Les organes de gestion ont été informés de l'évolution des états financiers et de gestion, des principaux ratios de gestion qui y sont liés, de l'évolution de la situation financière de la société et de l'évolution de la clientèle.

Le 10 avril 2025, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a désigné M. Deswert comme commissaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en lieu et place de M. Riga.

Le Conseil d'administration a pris acte, le 15 avril 2025, du rapport annuel 2024 de suivi de contrat de service public, préparé par le Comité de suivi.

Au cours de l'exercice, les organes de gestion de la société ont approuvé plusieurs conventions et abordé, débattu ou pris des décisions dans les matières suivantes :



1. RESSOURCES HUMAINES, ORGANISATION INTERNE ET SERVICES DIVERS

Conformément à l'usage, les conventions collectives de travail signées en sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région de Bruxelles-Capitale sont présentées et approuvées au Conseil d'administration, à savoir en 2025 :

Le 21 octobre 2025 :

- Convention collective de travail relative au crédit-temps fin de carrière / emploi fin de carrière, conclue en application de la CCT n° 174 du Conseil national du Travail du 30 juin 2025;
- Convention collective de travail relative aux métiers lourds conventionnels au sein de l'entreprise.

Le 16 décembre 2025 :

- Convention collective de travail relative au crédit-temps fin de carrière / emploi fin de carrière, conclue en application de la CCT n° 179 du Conseil national du Travail du 21 octobre 2025.

Les nominations suivantes ont été approuvées par les organes de gestion :

- Le 18 février 2025, M. Paul Debacker a été nommé comme Senior Vice President Opérations;
- Le 20 mai 2025, M. Jean-Paul De Bartolo a été nommé comme Senior Vice President RH;
- Le 10 juin 2025, M. Bruno Dierickx a été nommé comme Vice President Customer Propositions;
- Le 21 octobre 2025, M. Laurent Hacken a été nommé comme Vice President Bus.

Aux dates suivantes, les organes de gestion ont donné leur accord sur :

Le 21 janvier 2025 :

- Un accord-cadre pour des services de mise à disposition de techniciens et ingénieurs.

Le 18 février 2025 :

- Un contrat de gestion de composants du système de billettique, de gestion des véhicules et de la maraude sociale avec BIZZDEV.

Le 25 mars 2025 :

- Un accord-cadre pour les cartes de carburant des véhicules de service STIB;
- Un accord-cadre pour des services de transport par taxi de personnes handicapées dans la Région de Bruxelles-Capitale.



Le 15 avril 2025:

- Un accord-cadre concernant des prestations de services postaux pour la STIB.

Le 20 mai 2025:

- Un accord-cadre avec deux partenaires qui pourront contribuer à ce que la STIB atteigne ses objectifs à court et à long terme en matière de renforcement de l'attractivité du transport public, de l'amélioration de l'expérience pour les clients, de positionnement de la STIB comme acteur majeur de la mobilité bruxelloise et de renforcement de son image de marque;
- Un accord-cadre relatif à la location en full service de vêtements de travail, de protection et de signalisation.

Le 23 septembre 2025:

- Un accord-cadre pour des formations d'agents de gardiennage et d'agents de sécurité.

2. BÂTIMENTS, DÉPÔTS, STATIONS ET SITES

Au cours de l'année 2025, la STIB a approuvé de nouveaux accords-cadres et en a actualisé d'autres afin d'assurer la bonne maintenance de ses bâtiments, dépôts et sites et de garantir la sécurité et la santé des voyageurs et collaborateurs. La STIB met un point d'honneur à ce que ses infrastructures, tout comme l'ensemble de ses véhicules, soient toujours adaptées aux besoins et demandes croissants de la clientèle.

Aux dates suivantes, les organes de gestion ont donné leur accord sur :

Le 21 janvier 2025:

- Un accord-cadre qui a pour objet la prestation de services pour la location, la pose et l'entretien de sanitaires provisoires (de type chantier) destinés à être placés sur le réseau de transport public de la STIB;
- Un accord-cadre pour l'entretien des espaces verts de la STIB.

Le 18 février 2025:

- Un accord-cadre de travaux pour les installations électriques dans les sous-stations et les dépôts;
- Un marché pour des fondations de poteaux de traction, travaux annexes et construction des équipements aériens.

Le 25 mars 2025:

- Un accord-cadre relatif à la maintenance préventive et corrective du système de signalisation du dépôt Marconi;
 - Un marché pour la maintenance et l'entretien des sanitaires autonomes et automatiques de la STIB.

**Le 24 juin 2025:**

- Un accord-cadre pour la réalisation de travaux électriques dans les installations des immeubles et du tube de transport de la STIB – lots 2 et 3.

Le 23 septembre 2025:

- Réparations de carrosserie et bris de vitres ainsi que réparations mécaniques;
- Fourniture de gaz naturel de chauffage 2026-2029.



Le 21 octobre 2025:

- Service de livraison de colis.

Le 25 novembre 2025:

- Haren - 2^e sortie TRAM: réaménagement de la voirie de la chaussée d'Haecht, de la rue du Planeur / Aéronef et Fusée.

3. ÉVOLUTION, MAINTIEN DE L'OUTIL ET DES RÉSEAUX BUS, MÉTRO & TRAMWAY

Au long de l'année 2025, les divers marchés, commandes et chantiers repris ci-dessous ont été approuvés par les organes de gestion dans le cadre de la bonne maintenance des installations, des véhicules et du réseau.

Aux dates suivantes, les organes de gestion ont donné leur accord sur:

Le 21 janvier 2025:

- Un accord-cadre pour la fourniture de pièces pour les autobus fabriqués par la firme IVECO.

Le 18 février 2025:

- Un accord-cadre pour la fourniture de diverses pièces détachées qui sont destinées à l'entretien et à la réparation des sièges conducteur ISRI dans les autobus de la STIB;
- Un accord-cadre pour le remplacement du Data Recorder KWR21 pour les trams T3/T4;
- Un marché concernant le renouvellement et la construction de 800 mètres de voies simples de tramway situées du n° 442 chaussée de Neerstalle au n° 366 chaussée de Neerstalle à 1180 Uccle;
- Un accord-cadre pour l'acquisition de rails neufs destinés aux réseaux ferrés de la STIB;
- Un accord-cadre visant l'acquisition de fournitures destinées aux lignes aériennes du réseau tramway de la STIB.

Le 11 mars 2025:

- Un marché pour la pose de voies et d'appareils de voies de tramway pour la nouvelle voie de sortie du dépôt de Haren jusqu'à la liaison avec le boulevard Léopold III sur 1000 Bruxelles et 1140 Evere.

Le 25 mars 2025:

- Un accord-cadre pour la fourniture de pièces OEM destinées à l'entretien et la révision pour le système de freins mécanique des voitures de tramway T3000 et T4000;
- Un accord-cadre pour le nettoyage journalier et approfondi des rames de métro.

Le 15 avril 2025:

- Un accord-cadre pour les révisions des amortisseurs pour les tramways de type T3000 et T4000.

Le 6 mai 2025:

- Un marché pour la pose de voies de tramway situées place Royale et rue de la Régence depuis la place Royale n° 2 jusqu'à la rue de Ruysbroeck, non comprise, à 1000 Bruxelles.

Le 10 juin 2025:

- Un marché pour la pose de voies de tramway situées dans la rue du Bailli entre le numéro 23 et le carrefour avec l'avenue Louise (partiellement compris) et dans la rue du Bailli entre le carrefour avec la rue Simonis (non compris) et les courbes devant l'église de la Sainte-Trinité (comprises) à 1050 Ixelles et à 1000 Bruxelles.

Le 24 juin 2025:

- Un marché pour la pose de voies de tramway situées Pont Saintelette, square Saintelette et place de l'Yser, depuis le 12-16 boulevard Léopold II jusqu'au carrefour entre le quai du Commerce et la rue du Chantier à 1000 Bruxelles;
- Un accord-cadre pour l'exécution de l'entretien sur les systèmes de climatisation et de chauffage des bus de la STIB;
- Un accord-cadre pour la fourniture de pantographes et les pièces de rechange correspondantes;
- Un accord-cadre pour la fourniture de bandages de roues et d'anneaux en caoutchouc destinés aux roues des véhicules de tramway de types T3000/T4000;
- Un accord-cadre pour le remplacement des escalators du réseau métro et prémétro de Bruxelles.

Le 23 septembre 2025:

- Un accord-cadre pour la réalisation de travaux électriques dans les installations des immeubles et du tube de transport de la STIB – lot 1;
- Fourniture de transformateurs;
- Nettoyage et curage des grilles et accessoires de voies du réseau tramway de la STIB.



Le 7 octobre 2025:

- Pose de voies de tramway situées du n°22 rue Antoine Bréart jusqu'au n°15 rue Moris à 1060 Saint-Gilles.

Le 21 octobre 2025:

- Exploitation des espaces de communication sur et dans les véhicules et dans les installations métro et prémétro de la STIB.

Le 25 novembre 2025:

- Un accord-cadre pour la fourniture de pièces destinées à l'entretien et à la révision des bogies moteurs et porteurs des trams T3000 et T4000 de la STIB.





4. SERVICES AUX VOYAGEURS

Le 15 avril 2025:

- Convention Eventpass Busworld 2025;
- Convention Event Pass Congrès EuroMedLab 2025;
- Convention de partenariat avec visit.brussels relative à l'exploitation du Tram Expérience.

Le 23 septembre 2025:

- Un contrat-cadre organisant l'utilisation des lignes régulières de la STIB en cas de perturbation du trafic SNCB et l'utilisation des lignes régulières de la SNCB en cas de perturbation du réseau STIB.

Le 16 décembre 2025:

- Convention de partenariat constitutif d'un accord horizontal non institutionnalisé avec Bruss'help dans le cadre de la mission d'includo en lien avec le projet SubLINK et la gestion des risques liés à la présence des personnes en errance sur le réseau de la STIB;
- Convention entre la STIB et citydev.brussels relative au site Da Vinci – rue du Planeur.



ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

(art. 3:6 § 1 4° du CSA)

Grâce à la technique du « design sprint », des équipes internes, parfois aussi accompagnées de spécialistes externes, imaginent des solutions innovantes pour améliorer le service aux clients. Ces « Innov@teliers » se déroulent généralement sur 5 jours consécutifs, durant lesquels les équipes analysent une problématique et imaginent des solutions, créent un prototype et le testent auprès de clients ou de collègues. Cette méthode permet de rapidement identifier les projets qui ont un potentiel et de se concentrer sur les initiatives avec une réelle valeur ajoutée pour les clients et l'entreprise.

Depuis son lancement en 2021, l'innov@telier a accompagné 33 équipes transversales constituées de collègues et partenaires. Sur les 33 sujets traités par l'innov@telier, 30% concernaient le Client, 29% les Collègues (Talents), et 41% la Pérennité – et en particulier la performance opérationnelle – de la STIB. Près de 50% des sujets d'innovation accompagnés ont donné lieu à une mise en œuvre concrète. On peut citer par exemple :

- **Le Brupass Digital** : ce projet, qui a débouché sur une version numérique du ticket Brupass et Brupass XL dans l'application mobile de la STIB, a été initié par un design sprint rassemblant les quatre opérateurs de transport public de Belgique — SNCB, De Lijn, LETEC et la STIB.
- **Refresh Station** : ce processus optimise les moyens existants dédiés à la maintenance et à l'entretien des stations de métro. Les stations Porte de Namur, Osseghem, Diamant, Stockel et Maelbeek en ont déjà bénéficié. Les études sont en cours pour Delta et Hermann-Debroux. Le programme Refresh Station améliore concrètement le confort, la sécurité et la lisibilité pour les voyageurs. Après le refresh de la station Porte de Namur, le taux de satisfaction globale de ses usagers est passé de 4,97 à 6,53/10.
- **DeviMap** : ce projet a permis de doter les chauffeurs de bus d'une application en ligne offrant une cartographie précise des déviations, afin de sécuriser les parcours, d'éviter les erreurs et de garantir un meilleur service aux voyageurs, même en situation imprévue.
- **Wall-E** : ce projet a réuni les dispatchings Bus, Tram, Métro, Sécurité et Info Voyageur pour optimiser les processus et concevoir un nouvel outil numérique, avec pour résultat la réduction de 5 minutes du délai d'information des voyageurs en cas de perturbation non programmée.

En 2026, la STIB entrera dans une nouvelle phase de maturité en matière d'intelligence artificielle (IA), en passant de l'expérimentation à l'industrialisation. L'année sera marquée par la mise en place d'une gouvernance IA structurée, le déploiement d'un centre d'excellence (AI Center of Excellence) et le lancement de projets IA à fort impact, notamment en matière d'efficacité opérationnelle, d'expérience client et de soutien aux métiers. En parallèle, la STIB investira dans le développement des compétences, afin d'ancrer durablement l'IA dans ses processus clés, dans le respect des exigences éthiques, réglementaires et de sécurité.





CONTEXTE ÉCONOMIQUE

(art. 3:6 §1 6^o du CSA)

Les tendances économiques constatées lors de l'exercice précédent se maintiennent en 2025. La pression inflationniste sur les coûts de l'énergie, de la masse salariale ainsi que sur les biens et services continue d'affecter les résultats de la STIB. Les dépenses énergétiques demeurent à des niveaux largement supérieurs à ceux observés avant la crise sanitaire et constituent toujours une part significative des coûts de fonctionnement.

Par ailleurs, il est plus que probable que le conflit au Moyen-Orient entraîne une nouvelle hausse des prix de l'énergie, ainsi qu'un regain de pression inflationniste générale exposant la STIB à un risque (de prix) supplémentaire. Bien que les recettes de trafic et les autres revenus d'exploitation poursuivent leur progression, et malgré les efforts continus de maîtrise des dépenses de fonctionnement, le retour à un équilibre structurel reste difficile en raison de la hausse persistante des coûts.

Le nouveau Gouvernement bruxellois a défini une trajectoire budgétaire visant un retour à un équilibre structurel et durable d'ici 2029 pour l'ensemble des administrations bruxelloises. Cette ambition se traduit notamment par la poursuite et le renforcement du moratoire sur les recrutements. Il s'appliquera à l'ensemble du personnel en 2026 puis uniquement sur le personnel non opérationnel les années suivantes. Elle implique également une rationalisation drastique des dépenses de fonctionnement ainsi que l'adaptation du PPI conformément à la trajectoire budgétaire pluriannuelle fixée par le gouvernement, ce qui inclut notamment la suspension des travaux d'extension de la ligne de Métro 3.



SITUATION DES PERTES REPORTÉES

Le bilan fait apparaître une perte reportée de 121,9 M€, une amélioration par rapport à l'année 2024 grâce à un bénéfice de 0,5 M€ au terme de l'exercice 2025. Conformément à l'article 3:6 §1, 6° du Code des sociétés et des associations, le Conseil d'administration justifie l'application des règles comptables de continuité. Cette décision est fondée sur l'engagement de la Région de Bruxelles-Capitale à garantir, à travers le versement des dotations, les moyens nécessaires à l'exploitation de l'offre de transport public ainsi qu'à la mise en œuvre du programme d'investissements. Ce soutien est formalisé par le contrat de service public 2024-2028.

En termes de trésorerie disponible, il existe entre la STIB et la Région de Bruxelles-Capital une convention de cash pooling qui donne à la STIB l'autorisation d'effectuer des tirages de façon automatique et gratuite sur un compte transit.

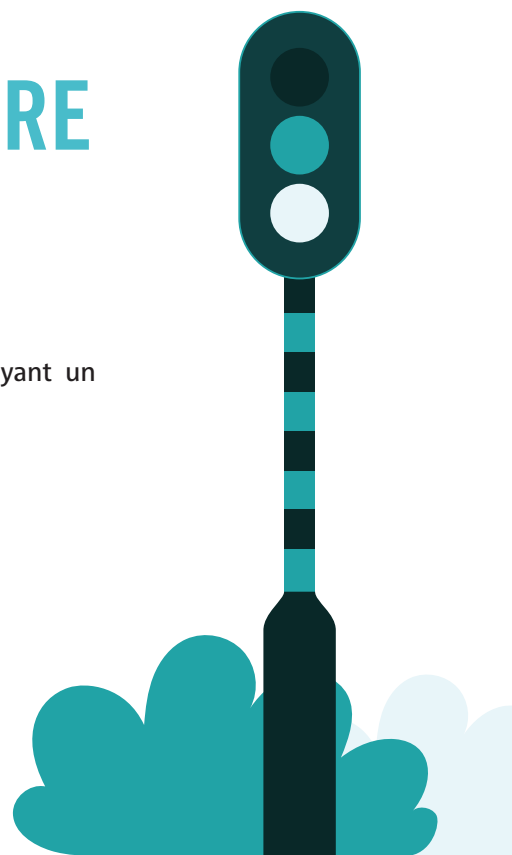
Cette ligne de crédit constitue une créance (environ 305 M€ à fin 2025) de la STIB vis-à-vis de la Région bruxelloise puisque le cash n'est pas disponible sur un compte de la STIB. Toutefois, la STIB dispose d'un droit de tirage à 100% et à tout moment, tant que la Région dispose des financements nécessaires.

L'organe d'administration, après avoir évalué le contexte politique et budgétaire difficile de la Région, n'a pas connaissance à ce jour d'éléments qui pourraient jeter un doute sur la valeur de cette créance. Il estime que l'accès et la liquidité du « cash pooling » ne serait pas remis en cause et que la STIB pourra disposer de la trésorerie nécessaire pour assurer la continuité de ses activités sur les 12 mois à venir.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

(art. 3:6 §1 2° du CSA)

L'organe d'administration n'a pas de connaissance d'événement important ayant un impact (adjusting ou non-adjusting) sur les comptes de la société.



PERSPECTIVES 2026



1.370 VÉHICULES

PERSPECTIVES 2026

1. RÉSEAU ET NOUVEAUX VÉHICULES

Tram

La STIB a signé en 2018 un accord-cadre qui lui permet d'acheter jusqu'à 175 nouveaux trams. Au total, la STIB a commandé 90 TNG (Trams Nouvelle Génération): 79 trams de type court (32 mètres de long, offrant 182 places dont 47 places assises) et 11 trams de type long (43 mètres de long, offrant 256 places dont 65 places assises). Les premiers voyageurs ont embarqué dans le TNG version courte fin avril 2023. Fin 2025, 40 TNG circulaient sur les lignes 9, 19, 82 et 51. Le premier TNG long a été livré fin 2025 et va faire l'objet de tests, avant de pouvoir embarquer ses premiers voyageurs dans le courant du 2^e trimestre de 2026. En 2026, il est prévu que 18 TNG supplémentaires rejoignent la flotte de la STIB.

Bus

Cinquante-six bus électriques articulés de type eCitaro ont rejoint le réseau de la STIB. Ils ont remplacé les bus de type Euro 5 encore en circulation. D'ici fin 2026, la flotte sera encore renforcée par 14 bus articulés électriques et 36 bus standard électriques dans le cadre de la commande passée en 2023 auprès de Mercedes-Daimler. Le premier eCitaro standard, de 12 mètres de long, est arrivé à Bruxelles au mois de décembre. Sa mise sur ligne est prévue début mars. Un nouveau marché est en préparation pour le remplacement des prochaines séries de bus qui arriveront en fin de vie. Le cahier des charges a été publié fin décembre. La STIB attend désormais les offres des soumissionnaires. Ce marché permettra de commander jusqu'à 300 bus électriques standard.

Métro

Avec 36 rames M7 en circulation fin 2025, la flotte de la STIB poursuit son extension et sa modernisation. Au total, 43 rames ont été commandées et sont progressivement mises en service depuis 2021.

Dans le cadre du programme de modernisation de son réseau de métro, la STIB remplace le système de signalisation existant par du CBTC (« Communication Based Train Control »). Ce nouveau système permettra de réduire en toute sécurité l'intervalle entre deux rames de métro, pour des fréquences accrues. À terme, le CBTC rendra possible l'automatisation. Pour ce faire, des façades de quais sont nécessaires. Un premier exemplaire a été installé au dépôt Delta afin de réaliser les premiers tests.

2. INFRASTRUCTURES

Métro 3

Le projet de Métro 3 a franchi de nouvelles étapes en 2025. Le projet compte trois grands chantiers :

- À Albert, pour la transformation de la station de prémétro en grand pôle multimodal
- Entre la Gare du Midi et Anneessens, pour la construction d'un nouveau tunnel de liaison et de la station de métro Toots Thielemans
- À la gare du Nord, pour la construction de l'arrière-gare, nécessaire au garage des rames de métro et au prolongement ultérieur de la ligne vers Schaerbeek et Haren





Entre Gare du Midi et Anneessens, la majorité du gros œuvre est finalisée. La structure de la nouvelle station de métro, la station Toots Thielemans, est bien visible. Trois ouvrages de génie civil restent à construire: 120 mètres de tunnel sous le Palais du Midi, le passage sous le tunnel de tram existant et le raccordement du tunnel nouvellement construit aux installations existantes sous la place Bara.

À la gare du Nord, le chantier est suivi par Beliris, maître d'ouvrage délégué de la STIB. Il était à l'arrêt, dans l'attente d'une décision du gouvernement quant à la solution proposée par l'entrepreneur pour résoudre les soucis liés à la présence d'une nappe perchée. En février 2026, le gouvernement a annoncé la suspension du chantier Gare du Nord dans sa Déclaration de politique régionale.

En octobre 2025, la Cour des comptes a publié son rapport d'audit sur le projet Métro 3 au terme de plus de 2 ans de travaux. Dans la foulée du rapport de la Cour des comptes, le parlement bruxellois a mis en place une commission spéciale consacrée au Métro 3. Les premières auditions soulignent notamment l'importance de cette nouvelle ligne pour répondre aux enjeux de mobilité sur cet axe majeur à Bruxelles. Plusieurs intervenants ont également apporté des éclaircissements sur certains éléments factuels repris dans le rapport. Les travaux de la commission se poursuivront en 2026.

Rénovation des stations

Située dans le cœur historique de la capitale, la Gare Centrale date de 1969 et est l'une des plus anciennes stations de métro de Bruxelles. Sa complète remise à neuf vise à offrir plus de confort aux voyageurs. À terme, la station sera près de deux fois plus grande qu'aujourd'hui, plus moderne et entièrement accessible aux personnes à mobilité réduite, grâce notamment à l'ajout d'ascenseurs et d'escalators. En 2026, la seconde partie de l'extension nécessaire à l'installation de l'escalier entre la mezzanine et le quai en direction de De Brouckère sera réalisé sous la rue des Colonies. Le couloir piéton reliant la station de métro à la gare SNCB sera déplacé afin de permettre la pose des nouveaux parachèvements dans la zone Ravenstein. Les finitions se poursuivront également sur les quais. Les travaux de maçonnerie continueront dans la zone Cardinal Mercier. Enfin, la construction du plancher du local de désenfumage au-dessus des voies de métro constituera l'un des grands défis de l'année.

Entamés en 2020, les travaux de rénovation de la zone publique de la station Parc se sont terminés en 2025. Les voyageurs bénéficient désormais d'une station accessible, grâce à 4 ascenseurs et 7 escalators, et remise à neuf du sol au plafond. Un nouveau sanitaire automatique public sera mis en service dans le courant de l'année 2026. Le chantier entre dans une phase plus discrète consacrée à l'aménagement des locaux techniques. La dernière étape des travaux prévoit la création d'un nouvel accès via le parc de Bruxelles entre 2027 et 2030.

En complément de ces rénovations lourdes, le projet « Refresh Station » vise des améliorations concrètes et rapides du parcours des clients. Les interventions dans les stations Diamant, Stockel et Osseghem se sont terminées fin 2025. Le programme « Refresh » se poursuivra en 2026 avec les stations Delta (mars) et Herrmann-Debroux (septembre). Bruxelles Mobilité prévoit entre autres le remplacement des escalators, le renouvellement de la signalétique, de l'éclairage ainsi que des revêtements de sol et muraux.



Dépôts

Marly I a été mis en service en 2019. À côté de ce dépôt situé dans le nord de Bruxelles, un nouveau site de remisage et d'entretien est en train de sortir de terre. Il s'agira du 1^{er} dépôt 100% dédié au remisage, au rechargement et à l'entretien des bus électriques standard et articulés. Les nouveaux eCitaro articulés y ont déjà pris leurs quartiers. Les nouveaux bus standard électriques arriveront à Marly à partir de début 2026. Fin 2025, environ 47% des travaux prévus sur le site de Marly II, à Neder-Over-Heembeek, étaient réalisés. Au second semestre 2026, les stands d'entretiens seront partiellement installés.

3. TAXIBUS

Le service TaxiBus permet aux personnes porteuses de handicaps d'effectuer un trajet de porte à porte, en minibus dédiés de la STIB ou en taxis à tarif réduit. Le nombre de courses réalisées est passé de 40.000 en 2016 à près de 210.000 en 2025, soit plus de cinq fois plus. En 2026, la priorité sera, comme prévu dans le Contrat de Service public qui lie la STIB à la Région, d'étudier en collaboration avec Bruxelles Mobilité les évolutions à apporter à TaxiBus afin de répondre à la demande croissante de mobilité des personnes bénéficiaires tout en maîtrisant les coûts.





DÉCHARGE

Nous vous prions d'accorder décharge aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat, ainsi qu'aux commissaires pour leur mission effectuée durant l'exercice écoulé.

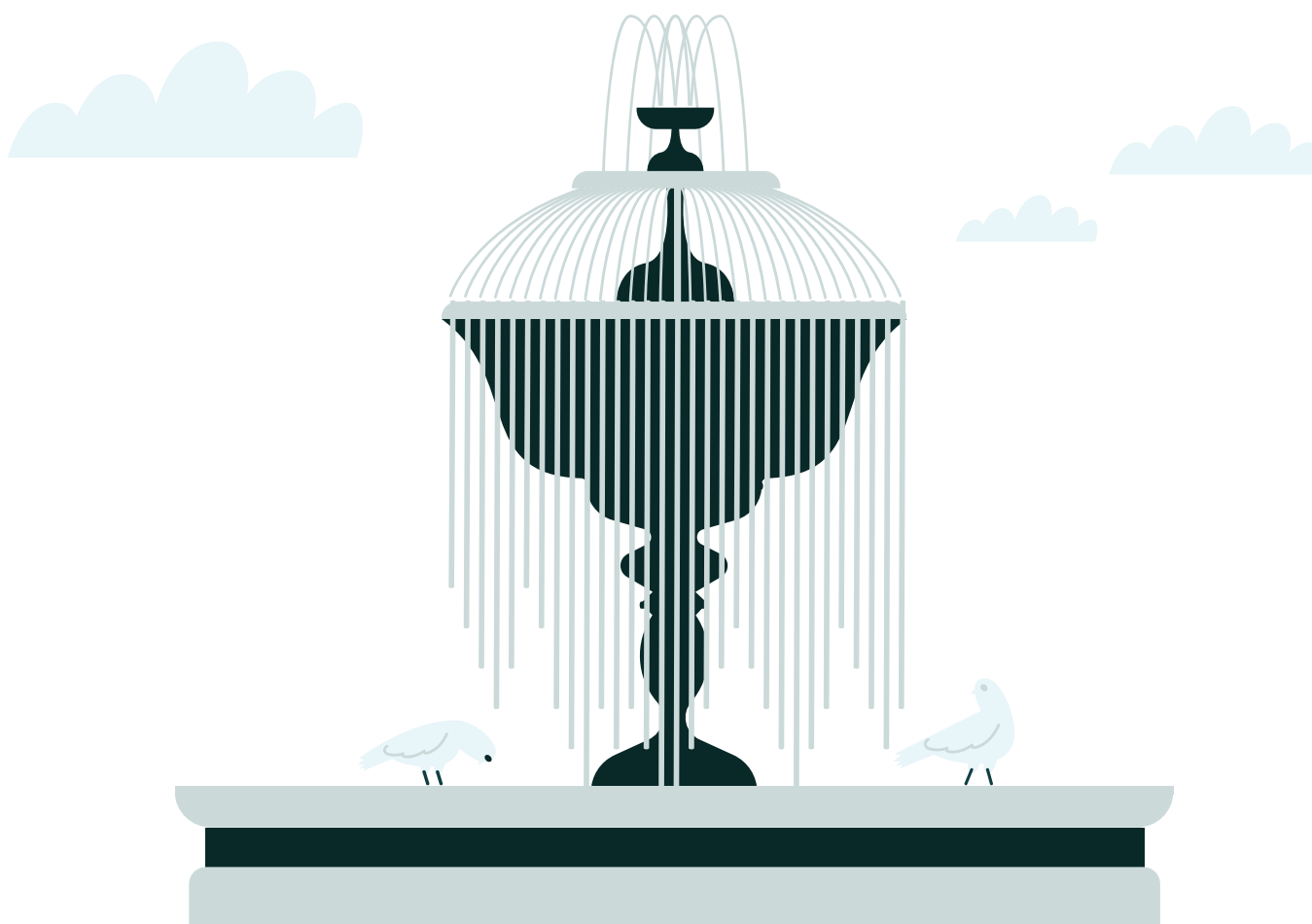
Fait à Bruxelles, le 15 avril 2026.

L'Administrateur-directeur général

Le Président du Conseil d'administration

Brieuc de MEEÛS

Merlijn ERBUER





3

COMPTES ANNUELS

Chiffres exprimés en euros.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX DE BRUXELLES

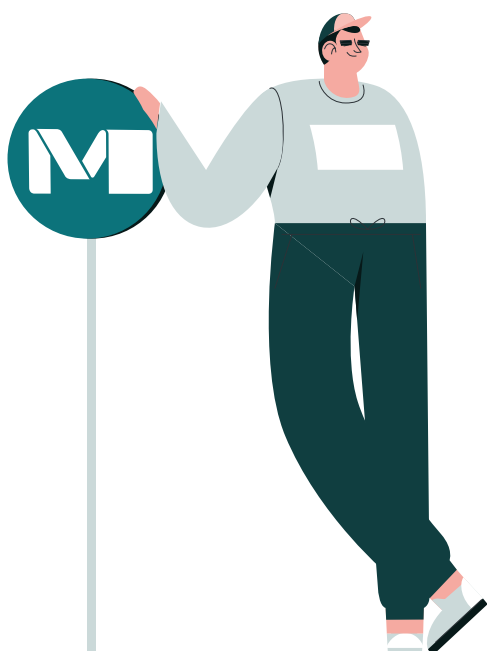
COMPTE DE FONCTIONNEMENT



| I. COMPTE DE FONCTIONNEMENT | | 2025 | 2024 |
|---------------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|
| A. | RECETTES | 951.678.031,30 | 923.336.168,14 |
| A) | Trafic: | | |
| | · Recettes directes | 240.557.627,58 | 226.208.301,06 |
| | · Dotation pour tarifs préférentiels | 0,00 | 0,00 |
| B) | Publicité: | | |
| | · Recettes directes | 5.787.028,23 | 4.497.942,38 |
| | · Recettes d'échanges publicitaires | 3.155.790,06 | 3.324.539,52 |
| C) | Recettes de location | 9.052.011,08 | 8.507.196,08 |
| D) | Autres recettes d'exploitation | 23.092.716,35 | 26.036.551,08 |
| | Recettes non récurrentes | 12.424.538,05 | 6.267.686,25 |
| E) | Recettes de placements financiers | 720.763,33 | 997.525,50 |
| F) | Dotation globale affectée au fonctionnement | 642.484.000,00 | 633.118.000,00 |
| | Dotation diversité | 0,00 | 0,00 |
| | Dotation de Bonus-Malus | 2.191.773,68 | 3.197.294,20 |
| | Dotation tarifs préférentiels intégralement compensés (art 88.2) | 12.211.782,94 | 11.181.132,07 |
| | Dotation pic de pollution | 0,00 | 0,00 |
| B. | DÉPENSES | 947.587.997,84 | 950.377.950,31 |
| A) | Charges du personnel | 722.118.000,51 | 714.973.668,98 |
| B) | Énergies: | | |
| | · Combustible | 13.891.805,84 | 15.671.919,93 |
| | · Énergie électrique | 35.474.853,51 | 40.103.256,51 |
| C) | Matières consommées | 37.150.380,40 | 35.129.165,99 |
| D) | Fournitures extérieures: | | |
| | · Biens et services (hors leasing) | 127.591.468,93 | 130.098.434,02 |
| | · Leasing (informatique et automobiles) | 1.622.981,51 | 1.736.369,07 |
| E) | Charges fiscales | 5.088.111,39 | 2.780.711,66 |
| F) | Provisions légales prépensions, licenciements conventionnels et autres départs | -16.428.440,10 | -19.466.794,32 |
| | Provisions fiscales | -1.115.357,74 | 190.280,91 |
| | Provisions pour heures à récupérer | 1.375.102,56 | 1.601.847,93 |
| | Provisions pour risques et charges | -2.334.642,40 | -951.593,96 |
| G) | Fonds d'assurance | 11.498.430,08 | 15.370.850,31 |
| H) | Amortissements des petits biens d'investissements et réductions de valeur sur actifs non immobilisés | 6.305.012,13 | 7.236.967,55 |
| I) | Frais financiers courants | 1.567.080,94 | 1.694.894,46 |
| J) | Charges non récurrentes | 3.783.210,28 | 4.207.971,27 |
| C. | RÉSULTAT (A - B) | 4.090.033,46 | -27.041.782,17 |
| II. COMPTE DE PRESTATIONS SPÉCIFIQUES | | 2025 | 2024 |
| A. | RECETTES | 35.479.680,13 | 28.576.124,82 |
| | · Offre & sécurité | 25.026.943,60 | 18.837.486,25 |
| | · Détachés | 10.452.736,53 | 9.738.638,57 |
| B. | DÉPENSES | 39.782.596,93 | 32.811.744,87 |
| | · Offre & sécurité | 27.538.167,04 | 20.531.644,29 |
| | · Détachés | 12.244.429,89 | 12.280.100,58 |
| C. | RÉSULTAT (A - B) | -4.302.916,80 | -4.235.620,05 |

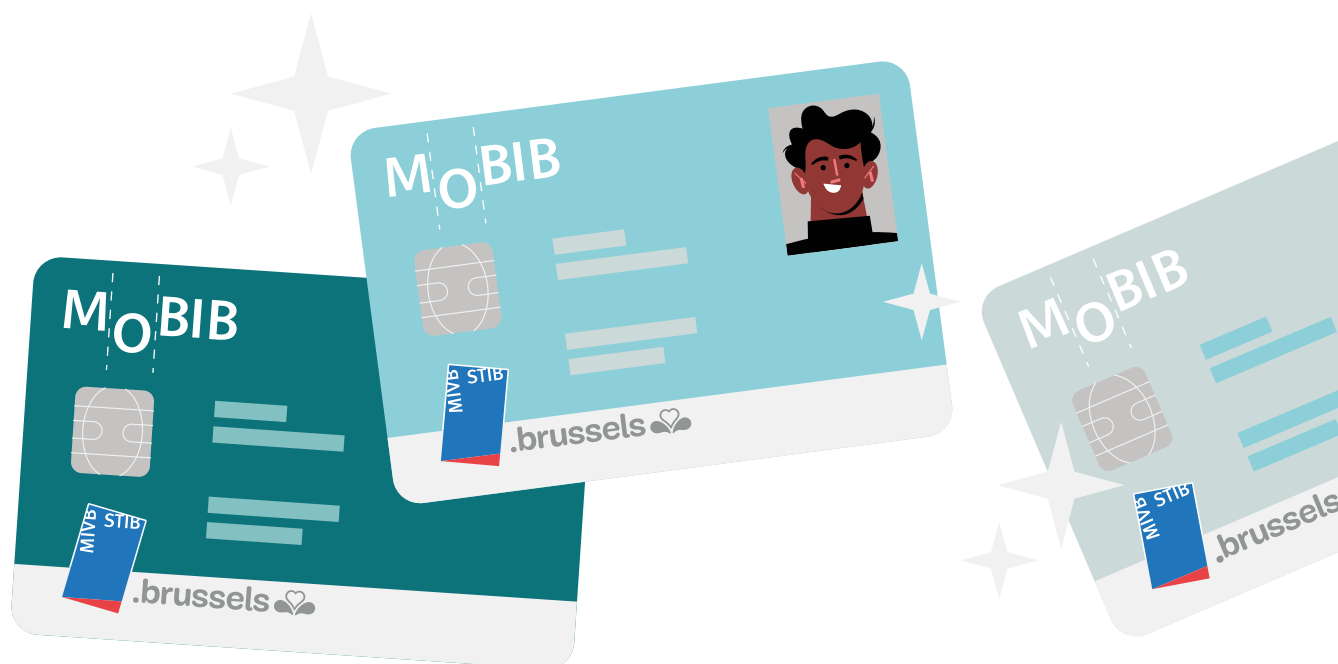
COMPTE D'INVESTISSEMENT

| I. COMPTE D'INVESTISSEMENT | | 2025 | 2024 |
|----------------------------|---|-----------------------|-----------------------|
| A. | RECETTES | 349.579.672,99 | 346.454.453,12 |
| A) | Dotation couvrant les charges d'intérêts | 0,00 | 0,00 |
| B) | Utilisation du subside en capital au prorata des amortissements industriels effectués | 308.942.788,15 | 308.030.715,47 |
| C) | Amortissement des subsides en capital spécifiques reçus des pouvoirs publics (crédits d'engagements) | 39.954.763,68 | 37.421.506,96 |
| D) | Répartition du produit Seb Lease, prorata temporis | 653.979,48 | 653.979,48 |
| E) | Plus-value et réd. de valeur sur immobilisations financières | 28.141,68 | 348.251,21 |
| F) | Intérêts dépôt gagé | 0,00 | 0,00 |
| G) | Subsides non alloués exercices précédents | 0,00 | 0,00 |
| B. | DÉPENSES | 348.897.551,83 | 345.828.615,32 |
| A) | Charges d'intérêts: | 434.136,42 | 387.789,42 |
| | · Intérêts totaux | 0,00 | 0,00 |
| | · Frais afférents aux dettes d'investissement | 434.136,42 | 387.789,42 |
| B) | Charges du capital: | 348.463.415,41 | 345.440.825,90 |
| | · Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles financées par la société et moins-values | 308.365.090,09 | 307.847.615,62 |
| | · Charges sur emphytéose | 0,00 | 0,00 |
| | · Amortissement des immobilisations corporelles financées par des subsides spécifiques des pouvoirs publics (crédits d'engagement) | 39.954.763,68 | 37.421.506,96 |
| | · Réductions de valeurs sur immobilisations et créances irrécouvrables | 143.561,64 | 143.561,64 |
| | · Moins-value et réductions de valeurs sur immobilisations financières | 0,00 | 28.141,68 |
| C. | RÉSULTAT (A - B) | 682.121,16 | 625.837,80 |



BILAN - ACTIF

| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 2025 | 2024 |
|--------------------|--|------------------|------------------|
| I. | Frais d'établissement | 0,00 | 0,00 |
| II. | Immobilisations incorporelles | 38.805.864,54 | 36.087.895,98 |
| III. | Immobilisations corporelles | 2.844.699.136,05 | 2.768.465.975,46 |
| A. | Terrains et constructions | 1.559.634.234,76 | 1.546.876.465,41 |
| B. | Installations, machines et outillages | 143.327.243,81 | 148.811.977,78 |
| C. | Mobilier et matériel roulant | 913.163.126,13 | 820.174.669,77 |
| D. | Location-financement et droits similaires | 91.760.896,79 | 96.415.031,51 |
| E. | Autres immobilisations corporelles | 11.126.315,24 | 11.302.445,32 |
| F. | Immobilisations en cours et acomptes versés | 125.687.319,32 | 144.885.385,67 |
| IV. | Immobilisations financières | 101.026.205,77 | 95.680.629,82 |
| A. | Entreprises liées | 73.416.500,00 | 73.416.500,00 |
| B. | Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 1.254.689,55 | 1.254.689,55 |
| C. | Autres immobilisations financières | | |
| | 1. Actions et parts | 129.600,00 | 101.458,32 |
| | 2. Créances et cautionnements en numéraire | 26.225.416,22 | 20.907.981,95 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | | |
| V. | Créances à plus d'un an | 633.523,75 | 682.466,46 |
| B. | Autres créances | 633.523,75 | 682.466,46 |
| VI. | Stocks et commandes en cours d'exécution | 49.124.747,03 | 50.442.050,34 |
| A. | Stocks | | |
| | 1. Approvisionnements | 48.913.150,23 | 50.082.992,25 |
| | 2. En-cours de fabrication | 211.596,80 | 359.058,09 |
| B. | Commandes en cours d'exécution | 0,00 | 0,00 |
| VII. | Créances à un an au plus | 388.991.999,30 | 498.891.810,58 |
| A. | Créances commerciales | 33.692.525,80 | 28.540.428,45 |
| B. | Autres créances | 355.299.473,50 | 470.351.382,13 |
| VIII. | Placements de trésorerie | 0,00 | 0,00 |
| B. | Autres placements | 0,00 | 0,00 |
| IX. | Valeurs disponibles | 16.774.927,96 | 11.106.227,19 |
| X. | Comptes de régularisation | 30.775.457,24 | 29.463.704,28 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3.470.831.861,64 | 3.490.820.760,11 |



BILAN - PASSIF

| CAPITAUX PROPRES | | 2025 | 2024 |
|--------------------------------------|---|-------------------------|-------------------------|
| I. | Capital | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| A. | Capital souscrit | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| IV. | Réserves | 92.783.417,31 | 92.783.417,31 |
| A. | Réserve légale | 3.700.000,00 | 3.700.000,00 |
| D. | Réserves disponibles | | |
| | · Fonds d'investissement | 89.083.417,31 | 89.083.417,31 |
| V. | Bénéfice/Perte reporté(e) de l'exercice en cours | -121.899.137,15 | -122.368.374,97 |
| VI. | Subsides en capital | 2.994.807.411,56 | 2.923.540.526,70 |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | | |
| VII. | Provisions et impôts différés | 99.651.174,96 | 117.477.652,55 |
| A. | Prépensions, licenciements conventionnels et autres départs | 18.362.968,91 | 34.522.381,18 |
| B. | Charges fiscales | 298.915,89 | 1.414.273,63 |
| C. | Risques et charges | 8.880.000,00 | 8.880.000,00 |
| D. | Autres risques et charges | | |
| | · Provision pour sinistres à régler aux tiers | 24.990.376,82 | 24.313.516,73 |
| | · Provision heures à récupérer | 28.284.134,54 | 26.909.031,98 |
| | · Provision pour litiges en cours | 9.093.210,32 | 11.624.260,32 |
| | · Provision pour litige social | 4.037.196,48 | 4.009.816,71 |
| | · Provision environnementale | 5.704.372,00 | 5.804.372,00 |
| DETTES | | | |
| VIII. | Dettes à plus d'un an | 46.554.416,68 | 48.045.193,68 |
| A. | Dettes financières | | |
| | 3. Dettes de location-financement et assimilés | 46.500.000,00 | 48.000.000,00 |
| | 4. Établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| C. | Acomptes reçus sur commande | 0,00 | 0,00 |
| D. | Autres dettes | 54.416,68 | 45.193,68 |
| IX. | Dettes à un an au plus | 273.987.177,15 | 348.806.099,26 |
| A. | Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 1.500.000,00 | 1.500.000,00 |
| B. | Dettes financières - Établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| C. | Dettes commerciales - Fournisseurs | 161.538.037,87 | 223.312.372,47 |
| D. | Acomptes reçus | 216,29 | 1.656,74 |
| E. | Dettes fiscales, salariales et sociales | 110.377.556,43 | 122.310.038,86 |
| F. | Autres dettes | 571.366,56 | 1.682.031,19 |
| X. | Comptes de régularisation | 47.947.401,13 | 45.536.245,58 |
| TOTAL DU PASSIF | | 3.470.831.861,64 | 3.490.820.760,11 |

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 15/04/2026

Le président du Conseil d'administration
Merlijn Erbuer

L'Administrateur-directeur général
Briec de MEEÛS

EXAMEN DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 - ACTIF

ACTIFS IMMOBILISÉS

| | | |
|-------------|--|------------------|
| I. | Frais d'établissement | 0,00 |
| | Frais de restructuration | 0,00 |
| | Amortissement | 0,00 |
| II. | Immobilisations incorporelles | 38.805.864,54 |
| | Frais de développement | 94.249.548,18 |
| | Amortissement | -64.892.487,44 |
| | Concessions, brevets, licences, etc. | 54.341.229,94 |
| | Amortissement | -44.892.426,14 |
| III. | Immobilisations corporelles | 2.844.699.136,05 |
| A. | Terrains et constructions: | 1.559.634.234,76 |
| | Terrains | 90.152.074,32 |
| | Constructions: | 752.875.459,15 |
| | · Bâtiments | 1.206.034.856,63 |
| | · Amortissement | -453.159.397,48 |
| | Réseaux des câbles, lignes, voies et sites propres bus | 716.606.701,29 |
| | · Réseaux des câbles, lignes, voies et sites propres bus | 1.298.680.305,99 |
| | · Amortissement | -582.073.604,70 |
| B. | Installations, machines et outillage | 143.327.243,81 |
| | · Installations, machines et outillage | 276.064.190,14 |
| | · Amortissement | -132.736.946,33 |
| C. | Mobilier, matériel roulant et pièces unbw: | 913.163.126,13 |
| | Mobilier et matériel de bureau | 4.173.249,13 |
| | · Mobilier et matériel de bureau | 12.868.457,17 |
| | · Amortissement | -8.695.208,04 |
| | Matériel roulant d'exploitation | 890.932.548,63 |
| | · Rames de métro | 739.601.268,13 |
| | · Amortissement | -367.016.893,18 |
| | · Tramway | 673.601.274,39 |
| | · Amortissement | -324.850.884,43 |
| | · Autobus | 355.982.076,30 |
| | · Amortissement | -186.384.292,58 |
| | Autre matériel roulant | 18.057.328,37 |
| | · Autre matériel roulant | 47.482.826,95 |
| | · Amortissement | -29.425.498,58 |
| D. | Location-financement et droits similaires: | 91.760.896,79 |
| | Machines/Outillage | 0,00 |
| | · Machines/Outillage | 0,00 |
| | · Amortissement | 0,00 |
| | Rames de métro | 0,00 |
| | · Rames de métro | 0,00 |
| | · Amortissement | 0,00 |
| | Tramways | 91.760.896,79 |
| | · Tramways | 162.894.709,34 |
| | · Amortissement | -71.133.812,55 |
| E. | Autres immobilisations corporelles: | 11.126.315,24 |
| | Bâtiments pris en location | 0,00 |
| | · Bâtiments pris en location | 0,00 |
| | · Amortissement | 0,00 |

Examen bilan actif (suite)

| | |
|--|-----------------------|
| Commerces stations | 674.785,41 |
| · Commerces stations | 1.332.720,05 |
| · Amortissement | -657.934,64 |
| Terrains et bâtiments donnés en location | 1.024.307,27 |
| · Terrains donnés en location | 692.053,42 |
| · Bâtiments donnés en location | 613.775,83 |
| · Amortissement | -281.521,98 |
| Matériel roulant | 0,00 |
| · Matériel roulant | 1.385.554,00 |
| · Amortissement | -1.385.554,00 |
| Terrains cédés en emphytéose | 9.427.222,56 |
| · Terrains cédés en emphytéose | 10.659.460,00 |
| · Réduction de valeur | -1.232.237,44 |
| Bâtiments cédés en emphytéose | 0,00 |
| · Bâtiments cédés en emphytéose | 0,00 |
| · Amortissement | 0,00 |
| F. Immobilisations en cours et acomptes versés | 125.687.319,32 |
| IV. Immobilisations financières | 101.026.205,77 |
| A. Entreprise liée | 73.416.500,00 |
| a) CITEO SADP - Acquisition | 73.416.500,00 |
| B. Entreprise avec laquelle il existe un lien de participation: | 1.254.689,55 |
| a) TRANSURB CONSULT - Acquisition | 495.787,05 |
| TRANSURB CONSULT - Réduction de valeur | 0,00 |
| b) OPTIMOBIL - Acquisition | 49.500,00 |
| c) BELGIAN MOBILITY CARD - Acquisition | 709.402,50 |
| C. Autres immobilisations financières | 129.600,00 |
| TRANSAMO - Acquisition | 129.600,00 |
| TRANSAMO - Réduction de valeur | 0,00 |
| CREDIT OUVRIER - Acquisition | 23.761,24 |
| CREDIT OUVRIER - Réduction de valeur | -23.761,24 |
| D. Créances et cautionnements en numéraire | 26.225.416,22 |

ACTIFS CIRCULANTS

| | |
|---|-----------------------|
| V. Créances à plus d'un an | 633.523,75 |
| B. Autres créances | 633.523,75 |
| VI. Stocks et commandes en cours d'exécution | 49.124.747,03 |
| A. Stocks: | 49.124.747,03 |
| 1. Approvisionnements | 48.913.150,23 |
| 2. Fabrications et travaux en cours | 211.596,80 |
| VII. Créances à un an au plus | 388.991.999,30 |
| A. Créances commerciales: | 33.692.525,80 |
| · Clients | 21.602.445,05 |
| · Fournisseurs (débiteurs) | 811.261,57 |
| · Factures à établir | 10.421.190,30 |
| · Note de crédit à recevoir | 353.924,58 |
| · Acomptes versés | 481.958,88 |
| · Créances douteuses | 21.745,42 |

Examen bilan actif (suite)

| | | |
|-------------------------|---|-------------------------|
| B. | Autres créances: | 355.299.473,50 |
| | · Personnel | 436.990,77 |
| | · T.V.A. à récupérer | 10.657.415,06 |
| | · Quote-part de l'État dans les intérêts sur emprunts | 0,00 |
| | · Rémunérations du personnel détaché | 10.020.000,00 |
| | · Solde de la subvention d'exploitation à recevoir | 329.723.259,75 |
| | · Divers | 4.461.807,92 |
| VIII. | Placements de trésorerie | 0,00 |
| IX. | Valeurs disponibles | 16.774.927,96 |
| X. | Comptes de régularisation | 30.775.457,24 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3.470.831.861,64 |



EXAMEN DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2025 - PASSIF

CAPITAUX PROPRES

| | | |
|-----|--|------------------|
| I. | Capital | 37.000.000,00 |
| IV. | Réserves | 92.783.417,31 |
| A. | Réserve légale | 3.700.000,00 |
| D. | Réserves disponibles | 89.083.417,31 |
| | · Fonds d'investissement | 89.083.417,31 |
| V. | Bénéfice/Perte reporté(e) de l'exercice en cours | -121.899.137,15 |
| VI. | Subsides en capital | 2.994.807.411,56 |

PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

| | | |
|------|--|---------------|
| VII. | Provisions et impôts différés | 99.651.174,96 |
| A. | Provision pour pensions et autres obligations similaires | 18.362.968,91 |
| B. | Provision pour charges fiscales | 298.915,89 |
| C. | Provision constituée pour couvrir le coût probable des regroupements des ateliers et services administratifs | 8.880.000,00 |
| D. | Autres risques et charges | 72.109.290,16 |
| | · Provision pour sinistres à régler aux tiers | 24.990.376,82 |
| | · Provision pour litiges en cours | 9.093.210,32 |
| | · Provision pour heures à récupérer | 28.284.134,54 |
| | · Provision pour litige social | 4.037.196,48 |
| | · Provision environnementale | 5.704.372,00 |

DETTES

| | | |
|-------|---|----------------|
| VIII. | Dettes à plus d'un an | 46.554.416,68 |
| A. | Dettes financières | 46.500.000,00 |
| | 3. Dettes de location-financement et assimilés | 46.500.000,00 |
| | 4. Établissements de crédit: | |
| | Emprunts à long terme pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 0,00 |
| C. | Acomptes reçus sur commande | 0,00 |
| D. | Autres dettes | 54.416,68 |
| IX. | Dettes à un an au plus | 273.987.177,15 |
| A. | Dettes à plus d'un an échéant dans l'année: | 1.500.000,00 |
| | · Dettes de location-financement | 1.500.000,00 |
| | · Remboursements dont l'échéance se situe l'année qui suit sur les emprunts à long terme pris pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 0,00 |
| B. | Dettes financières - Établissements de crédit | 0,00 |
| C. | Dettes commerciales | 161.538.037,87 |
| D. | Acomptes reçus | 216,29 |
| E. | Dettes fiscales, salariales et sociales | 110.377.556,43 |
| F. | Autres dettes | 571.366,56 |
| X. | Comptes de régularisation | 47.947.401,13 |

TOTAL DU PASSIF

3.470.831.861,64



Situation à fin décembre 2025

| Année des emprunts | Montant des emprunts | Montant à rembourser au-delà du 31 décembre 2024 | Remboursement au cours de l'année 2025 | Montant à rembourser au-delà du 31 décembre 2025 | Remboursement au cours de l'année 2026 | Montant à rembourser au-delà du 31 décembre 2026 | Montant à rembourser à partir du 01/01/2027 jusqu'au 31/12/2030 | Montant à plus de 5 ans (01/01/2031 -) |
|--------------------|-----------------------|--|--|--|--|--|---|---|
| 1984 | 12.394.676,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.552.326,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1985 | 6.841.861,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 6.792.282,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12.146.782,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1986 | 1.536.939,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1987 | 7.064.965,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.948.956,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1990 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1991 | 46.881.741,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 5.275.056,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1992 | 26.499.817,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 54.933.205,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1993 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1994 | 34.754.672,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 35.250.459,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1995 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1996 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1997 | 49.578.704,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1998 | 51.685.799,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1999 | 83.589.696,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2001 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2002 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2004 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2005 | 21.000.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2006 | 58.320.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2007 | 30.000.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2008 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2009 | 43.000.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2010 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2011 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2012 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2013 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2014 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2015 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2016 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2017 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2018 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2019 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2020 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2023 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2025 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 816.054.912,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2025 | 2024 |
|--------------------------|--|------------------|------------------|
| II. | Coût des ventes et prestations | 1.450.487.285,61 | 1.454.204.489,35 |
| A. | Approvisionnements et marchandises | 65.394.746,04 | 70.361.512,17 |
| | 1. Achats et sous-traitances générales | 63.507.968,16 | 74.628.594,55 |
| | 2. Variation des stocks (augmentation -, réduction +) | 1.886.777,88 | -4.267.082,38 |
| B. | Services et biens divers | 225.114.730,54 | 236.042.406,11 |
| C. | Rémunérations, charges sociales et pensions | 816.054.072,04 | 805.468.494,27 |
| D. | Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | 332.536.773,53 | 339.903.057,67 |
| E. | Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales | 4.953.703,25 | 4.597.003,11 |
| F. | Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations -) | -17.826.477,59 | -14.267.833,25 |
| G. | Autres charges d'exploitation | 20.332.965,88 | 7.748.316,36 |
| H. | Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) | 0,00 | 0,00 |
| I. | Charges d'exploitation non récurrentes | 3.926.771,92 | 4.351.532,91 |

RÉSULTATS FINANCIERS

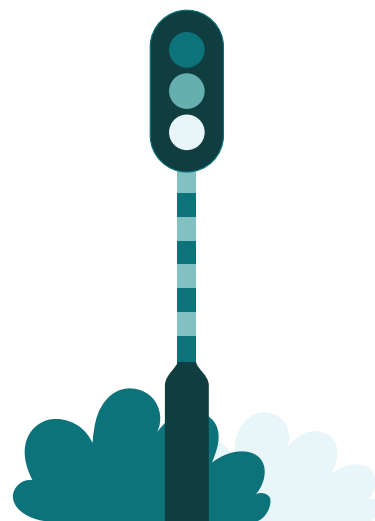
| | | | |
|-----------|---|--------------|--------------|
| V. | Charges financières | 2.097.946,82 | 5.298.853,65 |
| A. | Charges des dettes récurrentes | 452.771,64 | 406.424,64 |
| B. | Réductions de valeur sur actifs circulants récurrentes autres que ceux visés sub. II. E (dotations +, reprises -) | -16.179,59 | 48,52 |
| C. | Autres charges financières récurrentes | 1.661.354,77 | 4.864.238,81 |
| D. | Charges financières non récurrentes | 0,00 | 28.141,68 |

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

| | | | |
|--------------------------|---------------|-------------------------|-------------------------|
| X. | Impôts | 1.321.221,83 | 1.049.973,71 |
| TOTAL DES CHARGES | | 1.453.906.454,26 | 1.460.553.316,71 |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

| | | | |
|------------|-----------------------|------------|----------------|
| XI. | Bénéfice/Perte | 469.237,82 | -30.651.564,42 |
|------------|-----------------------|------------|----------------|



Résultat de l'exercice (suite)

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2025 | 2024 |
|--------------------------|---|-------------------------|-------------------------|
| I. | Ventes et prestation | 1.103.548.947,72 | 1.080.889.343,78 |
| A. | Chiffre d'affaires : recettes du trafic | 240.557.627,58 | 226.208.301,06 |
| B. | Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -) | -147.461,29 | -96.951,53 |
| C. | Production immobilisée | 91.300.108,08 | 103.424.331,51 |
| D. | 1. Autres produits d'exploitation | 117.182.135,30 | 111.640.712,84 |
| | 2. Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les frais de fonctionnement | 642.484.000,00 | 633.118.000,00 |
| E. | Produits d'exploitation non récurrents | 12.172.538,05 | 6.594.949,90 |

RÉSULTATS FINANCIERS

| | | | |
|------------|---|-----------------------|-----------------------|
| IV. | Produits financiers | 350.694.302,32 | 348.415.948,41 |
| A. | Produits des immobilisations financières récurrentes | 77.520,00 | 40.800,00 |
| B. | Produits des actifs circulants récurrents | 640.213,16 | 945.937,20 |
| C. | Autres produits financiers récurrents dont les subsides en intérêts et capital octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale | 349.948.427,48 | 347.429.211,21 |
| D. | Autres produits financiers non récurrents | 28.141,68 | 0,00 |

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

| | | | |
|-----------|---------------|-------------------|-------------------|
| X. | Impôts | 132.442,04 | 596.460,10 |
|-----------|---------------|-------------------|-------------------|

| | | |
|---------------------------|-------------------------|-------------------------|
| TOTAL DES PRODUITS | 1.454.375.692,08 | 1.429.901.752,29 |
|---------------------------|-------------------------|-------------------------|

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | | | |
|-----------|--|------------|----------------|
| A. | Résultat à affecter | | |
| | 1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter | 469.237,82 | -30.651.564,42 |
| C. | Affectation aux capitaux propres | | |
| | 1. Fonds d'investissement | | |
| D. | Bénéfice (Perte) à reporter | 469.237,82 | -30.651.564,42 |
| F. | Bénéfice à distribuer | | |
| | 3. Autres allocataires | | |

ANNEXES

I. À III. ÉTATS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| | Frais de restructuration et de développement | Concessions, brevets, licences, etc. | Terrains et constructions | Installations, machines et outillages |
|--|---|--|---|--|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 86.390.398,61 | 35.788.739,08 | 2.490.771.625,10 | 301.367.583,74 |
| Mutation de l'exercice: | | | | |
| · Acquisitions (y compris production immobilisée) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Cessions et désaffectations | -39.426.690,65 | -769.293,88 | -78.422.587,85 | -46.031.552,74 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | 47.285.840,22 | 19.321.784,74 | 182.518.199,69 | 20.728.159,14 |
| Au terme de l'exercice | 94.249.548,18 | 54.341.229,94 | 2.594.867.236,94 | 276.064.190,14 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | -60.117.428,43 | -25.973.813,28 | -943.895.159,69 | -152.555.605,96 |
| Mutation de l'exercice: | | | | |
| · Actés | -44.217.976,01 | -19.687.906,74 | -156.227.408,94 | -26.218.783,28 |
| · Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 39.442.917,00 | 769.293,88 | 67.986.079,84 | 46.037.442,91 |
| · Reprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | 0,00 | 0,00 | 3.096.513,39 | 0,00 |
| Au terme de l'exercice | -64.892.487,44 | -44.892.426,14 | -1.035.233.002,18 | -132.736.946,33 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 29.357.060,74 | 9.448.803,80 | 1.559.634.234,76 | 143.327.243,81 |
| | Mobilier et matériel roulant | Location- financement et droits similaires (mobilier et matériel roulant) | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et acomptes versés |
| Valeur d'acquisition | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 1.698.039.114,70 | 162.894.709,34 | 13.685.523,49 | 144.885.385,67 |
| Mutation de l'exercice: | | | | |
| · Acquisitions (y compris production immobilisée) | 4.701.166,57 | 0,00 | 0,00 | 422.715.273,99 |
| · Cessions et désaffectations | -47.472.961,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | 174.268.582,73 | 0,00 | 998.039,81 | -441.913.340,34 |
| Au terme de l'exercice | 1.829.535.902,94 | 162.894.709,34 | 14.683.563,30 | 125.687.319,32 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | -877.864.444,93 | -66.479.677,83 | -2.383.078,17 | 0,00 |
| Mutations de l'exercice: | | | | |
| · Actés | -81.419.866,40 | -4.654.134,72 | -254.259,08 | 0,00 |
| · Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 42.102.376,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Reprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | -809.158,21 | 0,00 | 919.910,81 | 0,00 |
| Au terme de l'exercice | -916.372.776,81 | -71.133.812,55 | -3.557.248,06 | 0,00 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 913.163.126,13 | 91.760.896,79 | 11.126.315,24 | 125.687.319,32 |

Annexes (suite)

IV. ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (RUBRIQUE 28 DE L'ACTIF)

| | |
|--|----------------------|
| 1. Participations, actions et parts: (rubrique 280/2/4) | 74.800.789,55 |
| Montant au terme de l'exercice précédent | 74.772.647,87 |
| Mutation de l'exercice: | |
| · Acquisitions | 0,00 |
| · Cessions | 0,00 |
| · Réduction de valeur sur participation (dotations) | 0,00 |
| · Réduction de valeur sur participation (reprises) | 28.141,68 |
| · Transfert d'une rubrique à l'autre | 0,00 |
| 2. Créances (rubrique 288 Garanties) | 26.225.416,22 |
| Montant au terme de l'exercice précédent | 20.907.981,95 |
| Mutations de l'exercice | |
| · Augmentations | 5.328.615,41 |
| · Remboursements | -11.181,14 |

VIII. SITUATION DU CAPITAL

| | |
|---|---------------|
| Le capital est de 37 millions d'euros pour 140.000 parts sociales | 37.000.000,00 |
|---|---------------|

IX. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| | |
|---|---------------|
| Provision pour sinistres à régler aux tiers (rubrique 166 du passif) | 24.990.376,82 |
| Provisions sociales, fiscales et pour autres risques et charges (rubrique 16) | 74.660.798,14 |

X. ÉTAT DES DETTES

| | |
|---|-----------------------|
| VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN | 48.054.416,68 |
| Durée résiduelle d'un an au plus: | 1.500.000,00 |
| Établissements de crédit - dettes en compte emprunt | 0,00 |
| Dettes de location-financement et assimilés | 1.500.000,00 |
| Durée résiduelle de plus d'un an, mais de cinq ans au plus: | 54.416,68 |
| Établissements de crédit | 0,00 |
| Autres dettes | 54.416,68 |
| Dettes de location-financement et assimilés | 0,00 |
| Durée résiduelle de plus de cinq ans: | 46.500.000,00 |
| Établissements de crédit | 0,00 |
| Autres dettes | 0,00 |
| Dettes de location-financement et assimilés | 46.500.000,00 |
| DETTES GARANTIES PAR LES POUVOIRS PUBLICS BELGES | 0,00 |
| Dettes à plus d'un an: | |
| Établissements de crédit | 0,00 |
| Dettes à un an au plus: | |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 0,00 |
| DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES | 110.377.556,43 |
| Impôts (rubrique 450/3 du passif) | |
| Dettes fiscales non échues | 8.688.863,73 |
| Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif) | |
| Dettes envers l'Office national de Sécurité sociale et autres dettes salariales et sociales | 101.688.692,70 |

XI. COMPTES DE RÉGULARISATION (RUBRIQUE 492/3/7 DU PASSIF)

| | |
|--|---------------|
| Charges à payer / à imputer | 34.860,00 |
| Intérêts courus non échus | 0,00 |
| Produits à reporter - autres | 319.300,65 |
| Produits à reporter - SEB Lease | 3.893.568,64 |
| Factures établies par anticipation | 0,00 |
| Loyers encaissés anticipativement | 31.161,54 |
| Recettes du trafic encaissées d'avance | 43.668.510,30 |

XII. INDICATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS D'EXPLOITATION

| | |
|-------------------------------------|---------------|
| Effectif au 31 décembre 2025 | 10.579 |
| Ouvriers | 7.291 |
| Employés | 3.062 |
| Personnel de direction | 226 |



Annexes (suite)

| | |
|---|-----------------------|
| Total des charges de rémunérations | 816.054.072,04 |
| Réduction des cotisations sociales imputées en autres produits d'exploitation | -23.154.086,41 |

| | |
|--|-----------------------|
| Charges de rémunérations totales nettes | 792.899.985,63 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée en dépenses d'exploitation | 722.118.000,51 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux refacturée pour les agents détachés à l'administration régionale | 12.125.942,69 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée sur la dotation spécifique sécurité | 15.251.162,77 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée sur la dotation spécifique escalators | 0,00 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée en investissement | 42.795.775,29 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée sur les travaux à charge des tiers | 609.104,37 |
| · quote-part des rémunérations et avantages sociaux imputée aux contrats de premier emploi | 0,00 |

VENTILATION DES CHARGES ENTRE ACTIFS ET NON ACTIFS:

| | |
|---|-----------------------|
| Charges relatives au personnel actif | 781.445.160,48 |
| Rémunérations payées pendant l'année | 557.404.686,47 |
| Les charges sociales de caractère légal atteignent (sous déduction des réductions de cotisations sociales pour un montant de 18.297.406,05 €) | 162.020.951,83 |

Elles comprennent:

- les cotisations patronales à la sécurité sociale des travailleurs
- les charges des accidents du travail
- le salaire hebdomadaire et le salaire mensuel garantis
- le paiement des rémunérations correspondant aux congés pour événements familiaux et à l'accomplissement d'obligations civiques
- les crédits d'heures pour l'enseignement de promotion sociale
- l'intervention de la société dans le prix d'abonnements SNCB
- les indemnités pour déplacements au service médical du travail
- les indemnités compensatoires de préavis
- les frais d'entretien des vêtements de travail

Le total des charges sociales de caractère légal représente 29,25% des rémunérations.

| | |
|--|---------------|
| Autres avantages conventionnels accordés au personnel | 62.019.522,18 |
| · secours en cas de maladie | 7.606.050,62 |
| · tickets-restaurant | 14.616.420,91 |
| · assurance hospitalisation | 5.427.230,29 |
| · assurances groupe pensions | 30.187.180,94 |
| · assurance maladie-invalidité (amvp) | 1.969.835,37 |
| · service social | 4.559.422,17 |
| · primes diverses | 1.474.086,39 |
| · allocation au fonds syndical | 1.903.206,43 |
| · allocation d'attente réduite à charge de l'ONEM et intervention d'ACTIRIS pour les contrats premier emploi | -5.079.057,86 |
| · provisions primes diverses | -644.853,08 |

Ces avantages extra-légaux représentent 11,13% des rémunérations.

| | |
|---|----------------------|
| Charges relatives au personnel non actif (pensionné, prépensionné ou bénéficiaire du système de départ anticipé) | 10.454.825,15 |
|---|----------------------|

Les charges relatives au personnel non actif couvrent :

| | |
|---|---------------|
| · l'indemnité complémentaire octroyée aux prépensionnés et travailleurs âgés mis au chômage | 10.377.773,38 |
| · l'allocation complémentaire aux orphelins | 77.051,77 |

L'ensemble des charges légales et extralégales pour les non-actifs se chiffre ainsi à 1,88% des rémunérations.

| | |
|-----------------------------------|---------------------|
| Réductions de valeur | 4.953.703,25 |
| Stocks et commandes en cours | |
| · Dotations | 0,00 |
| · Reprises | -716.935,86 |
| Créances commerciales | |
| · Dotations | 11.092.531,11 |
| · Reprises | -5.421.892,00 |

Annexes (suite)

| | |
|---|-----------------------|
| Provisions pour risques et charges | -17.826.477,59 |
| Dotations | 34.684.897,64 |
| Utilisations et reprises | -52.511.375,23 |
| Autres charges d'exploitation | 20.332.965,88 |
| Impôts et taxes relatifs à l'exploitation | 3.899.333,03 |
| Autres charges | 16.433.632,85 |

XIII. INDICATIONS RELATIVES AUX RÉSULTATS FINANCIERS

| | |
|--|-----------------------|
| Autres produits financiers | 349.948.427,48 |
| Subsides en capital | 348.897.551,83 |
| Subsides en intérêts | 0,00 |
| Autres produits financiers | 1.050.875,65 |
| Réductions de valeurs sur actifs circulants | -16.179,59 |
| Dotations | 147.690,02 |
| Reprises | -163.869,61 |

XV. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

| | |
|--|--------------|
| Impôts et précomptes dus ou versés | 1.321.221,83 |
|--|--------------|

XVI. AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

| | |
|--|-----------------------|
| Taxe sur la valeur ajoutée portée en compte | |
| · à l'entreprise (déductible) | 155.921.375,51 |
| · par l'entreprise | 97.847.618,96 |
| Montants retenus à charge de tiers | |
| · précompte professionnel | 98.816.168,40 |
| · précompte mobilier | 1.311.517,39 |

XVII. INDICATIONS RELATIVES AUX DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

| | |
|---|----------------|
| Engagements au 31 décembre 2025 | |
| · engagements d'acquisition | 783.185.966,00 |
| · engagement et recours liés aux produits dérivés | -935.334,61 |
| · cautions reçues de tiers | 339.204.313,14 |
| · cautionnements donnés pour notre compte | 75.645,00 |
| · créanciers de loyers et redevances | 0,00 |
| · engagements de la Région | 39.916.857,96 |
| · valeur des titres de transport remis en consignation au personnel et aux tiers vendeurs | 43.962,00 |
| · dette garantie par la Région | 0,00 |

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE PENSION

Il s'agit d'une pension complémentaire octroyée à l'ensemble des membres du personnel pensionnés et à leurs ayants droit. Celle-ci résulte d'une convention collective et octroie à chaque agent pensionné en vie à l'âge de la retraite une rente viagère et au décès de l'agent une rente de survie aux ayants droit. Cette rente viagère ou de survie peut être convertie en capital.

Ce régime est géré dans le cadre d'une assurance groupe conclue auprès d'Ethias; celle-ci s'est substituée, sans octroi d'avantages nouveaux, au fonds de pension interne anciennement en vigueur et qui était caractérisé par l'absence de réserves financières et la prise en charge sur l'exercice des coûts induits par les rentes octroyées.

L'assureur a confirmé que les avoirs financiers actuels d'origine patronale couvrant ces promesses de pensions complémentaires s'élèvent au 31/12/2025 à 398.000.000 € compte tenu des versements légaux requis, des prélèvements effectués et des intérêts générés.



Annexes (suite)

XIX. INDICATIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES

Rémunérations directes à charge du compte de résultats

| BÉNÉFICIAIRE | FONCTION | MONTANT BRUT ANNUEL (en €) |
|---------------------------------|---|-------------------------------|
| AKEL Mostafa | Administrateur de la STIB | 2.886,36 |
| BALCAEN Patrick | Administrateur de la STIB | 2.611,10 |
| BALBO Donatella | Administratrice de la STIB | 2.611,10 |
| BELKHATIR Naima | Administratrice de la STIB | 1.095,06 |
| BEN MOHA Ismaël | Administrateur de la STIB | 1.095,06 |
| BOUJIDA Omar | Administrateur de la STIB | 0,00 |
| COCHEZ Geert | Chargé de mission du comité de gestion de la STIB | 11.841,81 |
| de MEEÛS Brieuc | Administrateur, Directeur général de la STIB | 0,00 |
| DESWERT Kurt | Commissaire du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale auprès de la STIB | 5.050,53 |
| DE BRUECKER Tamara | Administratrice, Directeur général adjoint de la STIB | 0,00 |
| DE SCHRIJVER Marie Julie Jeanne | Administratrice de la STIB | 1.370,32 |
| ECKER Christian Marc Jean | Administrateur de la STIB | 0,00 |
| EL OUAKILI Ibrahim | Administrateur de la STIB | 688,15 |
| ERBUER Merlijn | Président de la STIB | 12.913,26 |
| GUENNED Abbès | Commissaire du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale auprès de la STIB | 7.403,37 |
| HANA Suzanne | Administratrice de la STIB | 1.098,05 |
| MAHLA Samir | Administrateur de la STIB | 682,17 |
| MBAYOKO MAKAWAGA Gisèle | Administratrice de la STIB | 550,52 |
| MOSTEFA Lotfi | Vice-Président de la STIB | 11.369,04 |
| PETIT Joëlle | Administratrice de la STIB | 547,53 |
| PICKMAN Marc | Administrateur de la STIB | 2.195,58 |
| PILLOIS Matthieu | Administrateur de la STIB | 2.915,50 |
| RAISS Saliha | Administratrice de la STIB | 137,63 |
| VANDERBORGHT Céline | Administratrice de la STIB | 960,42 |

Avantages et frais de représentation payés par la STIB

En application de la note GM n° CA-2/2020 du 16.01.2020, les avantages et frais de représentation sont repris tels que décrits ci-dessous :

L'enveloppe globale des avantages de toute nature et frais de représentation pour le président et le vice-président ne peut être supérieure à 25% du montant de la rémunération maximale annuelle de ces derniers. Les frais de représentation relatifs à l'exercice de la fonction sont remboursés a posteriori sur présentation d'un justificatif et de la preuve de paiement par les mandataires publics de la STIB.

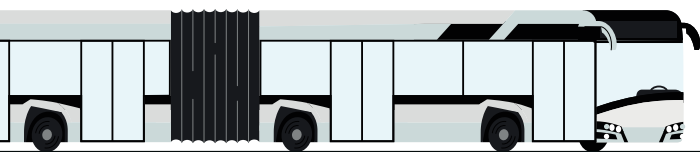
Le président et le vice-président n'ont pas utilisé le budget qui leur est alloué en 2025 pour leur frais de représentation.

La STIB a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs (Directors and Officers Liability Insurance (D&O)) couvrant notamment la faute professionnelle, c'est-à-dire toute erreur de fait ou de droit, fausse représentation, déclaration ou rapport inexact, infraction aux dispositions légales ou statutaires, tout acte ou omission, négligence ou manquement aux devoirs de leurs fonctions, commis ou prétendument commis par tout assuré, individuellement ou autrement, dans le cadre des fonctions qui justifient sa qualité d'assuré ou toute allégation introduite contre lui uniquement en raison de sa qualité d'assuré.

Les membres du Conseil d'administration reçoivent un iPad à leur disposition aux fins entre autres d'accéder aux documents des conseils et des comités.

Le président, le vice-président, le chargé de mission, les commissaires du Gouvernement et tous les membres du conseil d'administration bénéficient d'un libre-parcours sur le réseau de la STIB.

Aucun membre des organes de gestion ne dispose de carte de crédit, d'assurance de groupe ou de tickets-restaurant en tant que mandataire public.



Annexes (suite)

Modification des rémunérations des membres des organes de gestion à partir du 1^{er} janvier 2018.

L'arrêté d'exécution du 4 octobre 2018 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de la nouvelle ordonnance conjointe du 14 décembre 2017 fixe, à nouveau, les limites avec des montants maximum des rémunérations, des avantages de toutes nature et des frais de représentation.

En date du 15 janvier 2018, les organes de gestion ont aligné les émoluments des mandataires sociaux de la STIB aux montants fixés par l'arrêté.

XX. RÉSUMÉ DES RÈGLES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation sont établies conformément de l'arrêté royal du 23 avril 2019 portant exécution du code des sociétés.

Frais de restructuration

La société a la faculté de mettre en oeuvre d'éventuelles mesures de restructuration. Conformément à la législation, les charges induites pourront être actées comme frais de restructuration lorsqu'il s'agit de charges engagées dans le cadre d'une modification substantielle de l'organisation de l'entreprise, nettement circonscrites et qui ont un impact favorable et durable sur l'efficacité de l'entreprise. La législation prévoit un amortissement en maximum 5 ans.

Immobilisations financières

Les participations, actions et parts sont portées à l'actif à leur valeur d'acquisition sous déduction des montants restant éventuellement à libérer et des moins-values certaines et durables. Ce poste comprend également la participation de la société dans le capital des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation ainsi que les créances et cautionnements en numéraire et les sommes déposées à titre de garanties.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Le droit d'usage de logiciels et les frais de développement repris sous cette rubrique sont amortis sur 5 ans. Lorsque la durée de vie n'a pas pu être définie précisément, ces investissements sont amortis sur 1 an.

Tous les biens repris dans les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'un inventaire détaillé. Les immobilisations sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'apport, à leur prix d'acquisition ou à leur prix de revient, déduction faite des amortissements et réductions de valeur y afférents.

Les amortissements sont calculés selon la durée de vie et les pourcentages ci-après. Par transformations, il faut entendre aussi réparations et aménagements.





Annexes (suite)

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | DURÉE DE VIE | % / AN |
|---|--------------|--------|
| Frais de développement | | |
| Frais de développement | 5 ans | 20 |
| Frais de développement - appointements | 1 an | 100 |
| Concessions, brevets, licences, etc. | | |
| Logiciels et droits d'usage - achats | 5 ans | 20 |
| Logiciels et droits d'usage - transformations | 1 an | 100 |
| Terrains et constructions | | |
| Terrains | illimitée | |
| Bâtiments | | |
| · Acquisitions | 40 ans | 2,5 |
| · Transformations | 20 ans | 5 |
| · Aménagements | 10 ans | 10 |
| · Appointements | 1 an | 100 |
| · Agences commerciales - acquisitions | 20 ans | 5 |
| · Agences commerciales - transformations | 10 ans | 10 |
| · Installations sur réseaux y compris sanisettes - acquisitions | 20 ans | 5 |
| · Installations sur réseaux y compris sanisettes - transformations | 10 ans | 10 |
| · Autres droits réels | 40 ans | 2,5 |
| Réseaux (1) | | |
| Voies | 25 ans | 4 |
| Lignes | 10 ans | 10 |
| Câbles et sous-stations | 20 ans | 5 |
| Câbles et sous-stations - transformations | 10 ans | 10 |
| Signalisation | 20 ans | 5 |
| Signalisation - transformations | 10 ans | 10 |
| Site propre bus | 10 ans | 10 |
| Réseaux - micro-investissement et appointements | 1 an | 100 |
| Installations, machines et outillages | | |
| Gros équipements | 20 ans | 5 |
| Machines et équipements | 10 ans | 10 |
| Équipements de gestion y compris billettique, perception - acquisition | 10 ans | 10 |
| Équipements de gestion y compris billettique, perception - transformation | 5 ans | 20 |
| Informatique industrielle - acquisition | 10 ans | 10 |
| Informatique industrielle - transformation | 5 ans | 20 |
| Outillages divers y compris les appareillages de mesure | 5 ans | 20 |
| Informatique de gestion | 5 ans | 20 |



Annexes (suite)

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | DURÉE DE VIE | % / AN |
|---|--------------|--------|
| Articles stockés stratégiques (UNBW) (2) | | |
| UNBW Métro et métro ZRP | 16 ans | 6,3 |
| UNBW Trams 7000/7800/7900 | 1 an | 100 |
| UNBW Trams 2000 et trams ZRP | 12 ans | 8,3 |
| UNBW Trams 3000 / 4000 / TNG | 13 ans | 7,7 |
| UNBW Trams 4000 | 17 ans | 5,9 |
| UNBW Bus standards / articulés | 1 an | 100 |
| UNBW Bus hybrides | 2 ans | 50 |
| UNBW Bus électriques | 6 ans | 16,7 |
| UNBW Evobus, A330 et O530G | 7 ans | 14,3 |
| UNBW Minibus | 1 an | 100 |
| UNBW Maintenance infrastructures (voies, lignes et câbles...) | 9 ans | 11,1 |
| Mobilier et matériel de bureau | | |
| Mobilier et matériel de bureau y compris les appareils de communication | 5 ans | 20 |
| Métro | | |
| Acquisitions | 35 ans | 2,9 |
| Transformations d'une durée de vie \geq 17 ans | 17 ans | 5,9 |
| Grande révision | 8 ans | 12,5 |
| Petite révision | 4 ans | 25 |
| Transformations d'une durée de vie $<$ 17 ans | 1 an | 100 |
| Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Tramways | | |
| Acquisitions | 35 ans | 2,9 |
| Acquisition Tram Nouvelle Génération | 30 ans | 3,3 |
| Transformations d'une durée de vie \geq 17 ans | 17 ans | 5,9 |
| Transformations d'une durée de vie $<$ 17 ans | 1 an | 100 |
| Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Aménagement, réparation, transformation | 7 ans | 14,3 |
| Autobus | | |
| Acquisitions | 13 ans | 7,7 |
| Transformations d'une durée de vie \geq 6 ans | 6 ans | 16,7 |
| Transformations d'une durée de vie $<$ 6 ans | 1 an | 100 |
| Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Minibus PMR | | |
| Acquisitions | 8 ans | 12,5 |
| Transformations d'une durée de vie \geq 4 ans | 4 ans | 25 |
| Transformations d'une durée de vie $<$ 4 ans | 1 an | 100 |
| Appointements et entretien | 1 an | 100 |
| Véhicules utilitaires ferrés | | |
| Acquisitions | 35 ans | 2,9 |
| Transformations d'une durée de vie \geq 17 ans | 17 ans | 5,9 |
| Grande révision | 8 ans | 12,5 |
| Petite révision | 4 ans | 25 |
| Transformations d'une durée de vie $<$ 17 ans | 1 an | 100 |
| Appointements et entretien | 1 an | 100 |





Annexes (suite)

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | DURÉE DE VIE | % / AN |
|--|---------------------|------------|
| Véhicules utilitaires sur pneus | | |
| Acquisitions | 10 ans | 10 |
| Transformations d'une durée de vie ≥ 5 ans | 5 ans | 20 |
| Transformations d'une durée de vie < 5 ans | 1 an | 100 |
| Automobiles | 5 ans | 20 |
| Matériel ferré détenu en leasing | 35 ans | 2,9 |
| Bâtiments pris en location | | |
| Transformations | 20 ans | 5 |
| Aménagements | 10 ans | 10 |
| Matériel roulant hors exploitation | 1 an | 100 |
| Articles stockés stratégiques (UNBW) à partir de 2026 | | |
| PC UNBW Métro | 17 ans | 6 |
| PC UNBW TRAM 7* | 17 ans | 6 |
| PC UNBW TRAM 2000 | 17 ans | 6 |
| PC UNBW TRAM 3000 / 4000 | 17 ans | 6 |
| PC UNBW TNG | 15 ans | 7 |
| PC UNBW BUS HYBRIDE | 6 ans | 17 |
| PC UNBW BUS ELECTRIQUE | 6 ans | 17 |
| PC UNBW BUS DIESEL | 6 ans | 17 |
| PC UNBW MINIBUS | 6 ans | 17 |
| PC UNBW INFRASTRUCTURES RESEAU | 12 ans | 8 |

(1) Réseaux

L'ensemble de la gestion des réseaux voies, lignes aériennes, câbles et site bus fait l'objet d'une ventilation par unités d'oeuvre simple, à savoir les mètres courants. A chacun de ces mètres, nous avons associé sa vétusté exprimée en années d'utilisation et donc d'amortissement industriel réalisé.

Cette méthodologie assure le suivi précis de tout tronçon faisant l'objet d'un renouvellement et prend en compte les éventuelles réductions de valeurs et utilisations/reprises des subsides en capital associées auxdits biens.

(2) Articles stockés stratégiques (UNBW)

Des articles sont considérés comme stratégiques lorsqu'ils sont acquis dans le but d'une réserve de sécurité pour garantir à l'entreprise la poursuite de sa mission de transport de personnes.

L'ensemble des articles détenus en stock a fait l'objet d'un examen technique afin de classer ceux-ci soit en pièces de consommation courante (HIBE) gérées en quantité et valeur en stock, soit comme articles UNBW gérés en quantité en stock mais avec valorisation non plus en stock mais dans les présentes immobilisations.

Un article stock sera traité comme UNBW s'il répond à tous les critères ci-dessous :

- Un article stratégique
- Taux de rotation faible
- Délai de consommation > 6 ans
- Prix > 10 keur (valeur actualisée)

Les articles ne remplissant pas tous les critères sont des articles HIBE valorisés en stock et transférables en immobilisé s'ils sont utilisés pour du CAPEX.

Les pièces UNBW sont alors triées en différentes catégories selon le type de matériel auquel elles se rapportent et chacune de ces catégories de biens fait alors l'objet d'un amortissement.



Annexes (suite)

Stocks

Les pièces d'approvisionnement font l'objet d'un inventaire physique permanent et sont valorisées au prix moyen pondéré, compte tenu des prix d'acquisition ou des coûts de revient appliqués à chaque entrée.

Les en-cours de fabrication sont repris au coût de revient.

Les articles sont classifiés techniquement en deux grandes catégories :

- les articles stratégiques UNBW
- les articles de consommation normale HIBE

Tout en maintenant une gestion centralisée en SAP de tous les articles en quantités, qu'ils soient HIBE ou UNBW, seuls les articles de consommation (HIBE) restent valorisés en stock. La valeur des articles stratégiques est, elle, transférée en immobilisations pour y faire l'objet d'un amortissement.

Tous les articles font l'objet d'un examen des taux de rotation et de l'obsolescence. Cet examen donne lieu à des déclassements éventuels ou à des réductions de valeur.

Une réduction de valeur individualisée est appliquée sur tous les articles n'ayant plus eu de consommation, selon le tableau ci-dessous :

ARTICLES SANS CONSOMMATION**TAUX RED. DE VALEUR EN%**

| | |
|------------------------|-----|
| entre 2 et 3 ans | 30 |
| entre 3 et 4 ans | 60 |
| entre 4 et 5 ans | 75 |
| entre 5 et 6 ans | 90 |
| plus de 6 ans | 100 |

En sus, tous les articles consommés font l'objet d'un calcul de rotation (calculé sur une moyenne de deux ans) et génèrent individuellement une réduction de valeur, conformément au tableau repris ci-après :

TAUX DE ROTATION SAP MOYEN**TAUX RED. DE VALEUR EN%**

| | |
|---|-----|
| stock consommé en <3 ans | 0 |
| stock consommé entre 3 et 4 ans | 4 |
| stock consommé entre 4 et 5 ans | 10 |
| stock consommé entre 5 et 6 ans | 14 |
| stock consommé entre 6 et 7 ans | 18 |
| stock consommé entre 7 et 8 ans | 30 |
| stock consommé entre 8 et 9 ans | 40 |
| stock consommé entre 9 et 10 ans | 50 |
| stock consommé entre 10 et 20 ans | 70 |
| stock consommé sur plus de 20 ans | 100 |

Il est à souligner toutefois que les articles sont maintenus dans le système SAP pour leur prix moyen pondéré normal avant réduction de valeur afin de permettre le calcul correct des prix de revient. La réduction de valeur étant globalisée et déduite du stock global.



Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles donnent lieu à des réductions de valeur en cas d'incertitude quant à leur réalisation.

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant.

À la date de clôture du bilan, et sans préjudice de l'application de l'article 33, § 1^{er}, une provision représente la meilleure estimation des charges qui sont considérées comme probables ou, dans le cas d'une obligation, la meilleure estimation du montant nécessaire pour l'honorer à la date de clôture du bilan.

Les provisions pour risques et charges ne peuvent avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif.

Cette provision de 8.880.000€ couvre le coût probable des frais de stabilité de Demets et des expropriations liées aux travaux du métro Nord.

Provision pour sinistres à régler aux tiers

Cette provision de 24.990.376,82€ est constituée par la société comme « propre assureur ». Elle est valorisée, conformément à la législation en matière d'assurances et aux directives de la B.N.B. via une individualisation de l'ensemble des sinistres antérieurs à l'année clôturée et pour lesquels des débours seraient à supporter raisonnablement par la société dans les années à venir. Cette estimation couvre aussi un forfait de 10% des coûts pour la couverture des frais de gestion interne et externe.

Cette provision tient compte des événements jusqu'à la date du 20/01/n+1 pour des litiges qui ont traités à l'année clôturée.

Cette estimation couvre aussi un forfait de 10% des coûts pour la couverture des frais de gestion interne et externe.

Provision pour heures à récupérer, jours de garde et autres

Une provision de 28.284.134,54€ a été constituée conformément à la législation pour couvrir la charge potentielle représentée par l'ensemble des heures prestées par le personnel de l'entreprise, des jours capitalisés, des jours de garde non payés et des jours légaux non reportés. Ces heures sont normalement à récupérer par compensation sur le reste de leur carrière future.

Provision pour la couverture des charges de prépension, licenciement conventionnel et autres départs

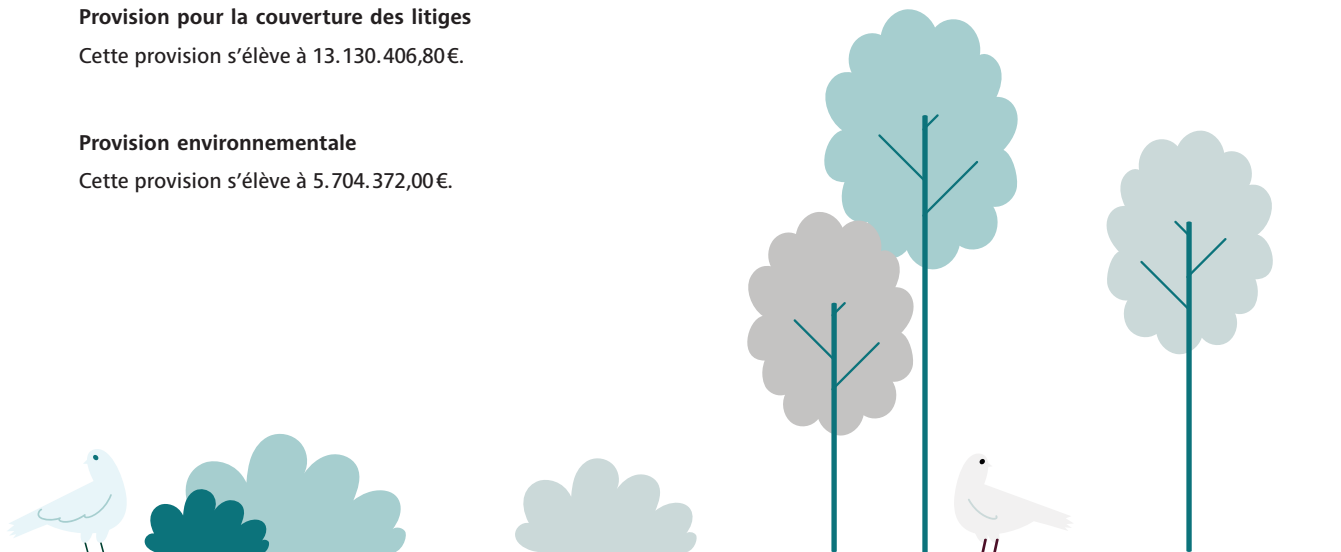
Cette couverture des charges de prépensions, de licenciements conventionnels et autres départs s'élève à 16.084.692,85€ actualisée. Elle permet entre autres de couvrir les rentes mensuelles à payer entre l'âge de départ anticipé, selon les conventions et populations concernées, et l'âge de leur départ en pension légale.

Provision pour la couverture des litiges

Cette provision s'élève à 13.130.406,80€.

Provision environnementale

Cette provision s'élève à 5.704.372,00€.



Subsides en capital

Ils concernent:

- les interventions financières directes de la Région dans les charges spécifiques de restructuration de la société, d'extension et de modernisation du réseau. Ces subsides sont réduits individuellement et progressivement par imputation au compte de résultats, au rythme de la prise en charge de l'amortissement de ces immobilisations subsidiées;
- les subsides reçus pour rembourser le capital des emprunts d'investissement pris par la société et ayant pour objet le financement du renouvellement et de la restructuration de son outil d'exploitation. Il a été convenu, dans un souci de clarté, et de strict respect de la législation comptable de traiter ce subside, à partir de 1997, comme les autres subsides en capital et de ne plus le prendre en résultat immédiatement, les subsides reçus de la Région sous forme de dotations directes d'investissement, octroyées dans le cadre des programmes annuels d'investissement, sont dès lors pris en résultat au rythme de l'amortissement industriel global de l'ensemble des immobilisations concernées.

Les autres postes de l'actif ou du passif figurent au bilan à leur valeur comptable ou à leur valeur nominale

Les recettes de trafic

Les recettes de trafic sont comptabilisées mensuellement après validation de la remontée automatique des ventes enregistrées dans les différents canaux et réconciliation, le cas échéant, avec les paiements reçus.

À l'exception des abonnements valables trois ou douze mois, l'entièreté de la vente d'un titre est comptabilisée sur le mois de sa vente, indépendamment du jour de vente dans ce mois.

La recette des abonnements valables trois ou douze mois est répartie en fonction de la durée de l'abonnement. Ainsi la recette d'un abonnement trimestriel est répartie sur trois mois, le premier tiers étant comptabilisé sur le mois de la vente, indépendamment du jour de vente dans ce mois, et les deux autres tiers lors des deux mois suivants. Un abonnement annuel est réparti selon le même principe, un douzième de la recette sur le mois de la vente, indépendamment du jour de vente dans ce mois, et les onze douzièmes restants lors des onze mois suivants.

XX Bis

MODIFICATION DES RÈGLES D'ÉVALUATION ET DES TRAITEMENTS COMPTABLES

Les règles d'évaluation ont été modifiées pour les immobilisations corporelles, les articles stockés stratégiques, les stocks et la provision sinistre à régler aux tiers.

XXI. PUBLICATION DES EXTRAITS DES ACTES CONSTITUTIFS ET MODIFICATIONS DES STATUTS

Ordonnance du 22 novembre 1990 (Moniteur belge du 28 novembre 1990) relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par les ordonnances du 19 juillet 1996 (Moniteur belge du 28 août 1996) et du 19 avril 2007 (Moniteur belge du 2 mai 2007). Un arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 1990 (publié au Moniteur belge du 18 décembre 1990) approuve la création et les statuts de la Société des transports intercommunaux de Bruxelles constituée par acte passé le 3 décembre 1990.



BILAN SOCIAL



I. ÉTAT DES PERSONNES OCCUPÉES

A. Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

| 1. AU COURS DE L'EXERCICE | Total | Hommes | Femmes |
|---|--------------------|----------------------|---------------------|
| Nombre moyen de travailleurs | | | |
| · Temps plein | 9.331,50 | 8.387,50 | 944,00 |
| · Temps partiel | 1.245,92 | 1.042,92 | 203,00 |
| · Total en équivalents temps plein (ETP) | 10.277,50 | 9.178,59 | 1.098,91 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | | | |
| · Temps plein | 14.381.666,25 | 12.847.142,46 | 1.534.523,79 |
| · Temps partie | 1.559.665,77 | 1.393.249,43 | 166.416,34 |
| · Total | 15.941.332,02 | 14.240.391,89 | 1.700.940,13 |
| Frais de personnel | | | |
| · Temps plein | 730.083.030,58 | 652.183.171,22 | 77.899.859,36 |
| · Temps partiel | 79.176.188,09 | 70.728.088,82 | 8.448.099,27 |
| · Total | 809.259.218,67 | 722.911.260,04 | 86.347.958,63 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 1.011.893,11 | 903.924,12 | 107.968,99 |
| 2. AU COURS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT | | | |
| Nombre moyen de travailleurs en ETP | 10.278,32 | 9.168,96 | 1.109,36 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 16.161.188,75 | 14.398.003,06 | 1.763.185,69 |
| Frais de personnel | 797.389.554,90 | 710.394.354,46 | 86.995.200,44 |
| Montant des avantages accordés en sus du salaire | 1.064.741,76 | 948.578,43 | 116.163,33 |
| 3. À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE | Temps plein | Temps partiel | Total en ETP |
| Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel | 9.298 | 1.281 | 10.269,4 |
| Par type de contrat de travail | | | |
| · Contrat à durée indéterminée | 9.162 | 1.281 | 10.133,4 |
| · Contrat à durée déterminée | 136 | 0 | 136 |
| · Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0 |
| · Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0 |
| Par sexe et niveau d'études | | | |
| Hommes | 8.372 | 1.078 | 9.182,1 |
| · de niveau primaire | 3.070 | 507 | 3.442,7 |
| · de niveau secondaire | 3.895 | 405 | 4.202,8 |
| · de niveau universitaire | 461 | 52 | 502,1 |
| · de niveau supérieur non universitaire | 946 | 114 | 1.034,5 |
| Femmes | 926 | 203 | 1.087,3 |
| · de niveau primaire | 203 | 32 | 227,4 |
| · de niveau secondaire | 302 | 57 | 347,8 |
| · de niveau universitaire | 223 | 68 | 278,4 |
| · de niveau supérieur non universitaire | 198 | 46 | 233,7 |
| Par catégorie professionnelle | 9.298 | 1.281 | 10.269,4 |
| · Personnel de direction | 198 | 28 | 220,6 |
| · Employés | 2.608 | 454 | 2.951,1 |
| · Ouvriers | 6.492 | 799 | 7.097,7 |
| · Autres | 0 | 0 | 0 |

Bilan social (suite)

B. Personnel intérimaire et personnes mises à disposition de l'entreprise

| Au cours de l'exercice | 1. Personnel intérimaire | 2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise |
|--|--------------------------|---|
| Nombre moyen de personnes occupées | 14,0 | 0 |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 25.588,60 | 0 |
| Frais pour l'entreprise | 836.457,73 | 0 |

II. TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

| A. Entrées | Temps plein | Temps partiel | Total en ETP |
|---|-------------|---------------|--------------|
| Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice | 659 | 0 | 659 |
| Par type de contrat de travail | | | |
| · Contrat à durée indéterminée | 515 | 0 | 515 |
| · Contrat à durée déterminée | 144 | 0 | 144 |
| · Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0 |
| · Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0 |
| B. Sorties | | | |
| Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice | 535 | 95 | 600,3 |
| Par type de contrat de travail | | | |
| · Contrat à durée indéterminée | 427 | 90 | 489,5 |
| · Contrat à durée déterminée | 108 | 5 | 110,8 |
| · Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini | 0 | 0 | 0 |
| · Contrat de remplacement | 0 | 0 | 0 |
| Par motif de fin de contrat | | | |
| · Pension | 47 | 38 | 73,2 |
| · Chômage avec complément d'entreprise | 22 | 20 | 34,6 |
| · Licenciement | 220 | 13 | 230,2 |
| · Autre motif | 246 | 24 | 262,3 |
| Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants | 0 | 0 | 0 |



Bilan social (suite)

III. RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

| | Hommes | Codes | Femmes |
|--|---------------|--------|--------------|
| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur | | | |
| Nombre de travailleurs concernés | 9.846 | 5.811 | 1.176 |
| Nombre d'heures de formation suivies | 473.563 | 5.812 | 56.565 |
| Coût net pour l'entreprise | | 5.813 | |
| · dont coût brut directement lié aux formations | 33.432.693,30 | 58.131 | 3.993.359,87 |
| · dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs | 0 | 58.132 | 0 |
| · dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire) | 0 | 58.133 | 0 |
| Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur | | | |
| · Nombre de travailleurs concernés | 0 | 5.831 | 0 |
| · Nombre d'heures de formation suivies | 0 | 5.832 | 0 |
| · Coût net pour l'entreprise | 0 | 5.833 | 0 |
| Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur | | | |
| · Nombre de travailleurs concernés | 0 | 5.851 | 0 |
| · Nombre d'heures de formation suivies | 0 | 5.852 | 0 |
| · Coût net pour l'entreprise | 0 | 5.853 | 0 |







4

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA STIB

Exercice clos le 31.12.2025

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX DE BRUXELLES (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 30 mai 2023, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2025. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la Société durant 12 exercices consécutifs.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 3.470.831.862 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 469.238 EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur l'annexe C.Cap-6.20 et C.Cap-7 aux comptes annuels qui inclut le rapport de gestion (rapport financier), dans laquelle l'organe d'administration justifie, en application de l'article 3:6 §1, 6° du Code des sociétés et des associations, le maintien des règles d'évaluation dans une hypothèse de continuité. L'appréciation du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que de la liquidité de la créance en « cash pooling » à laquelle se réfère l'organe d'administration requiert de la part de la direction l'exercice de jugements, dans un contexte politique et budgétaire difficile de la Région, telles que décrites dans ce même rapport financier.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société, ni quant à l'efficacité ou l'efficacé avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.



Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion et des autres informations contenues dans le rapport annuel, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés, du Code des sociétés et des associations, et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2023) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion et aux autres informations contenues dans le rapport annuel

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel, à savoir :

- Commentaires sur les comptes annuels (à l'exception des données concernant la fréquentation);
- Événements importants survenus après la clôture de l'exercice;
- Comptes annuels et résultats financiers;
- Règles d'évaluation.

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel.

Les chiffres figurant dans le rapport de gestion sont ceux repris dans les comptes budgétaires analytiques de la STIB. Ceux-ci ne sont pas l'objet du présent rapport.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission. Nous relevons toutefois que les données relatives aux initiatives en matière de formation professionnelle sont basées sur des estimations faites par la direction.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de mission incompatible avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- En ce qui concerne l'exhaustivité et l'évaluation des engagements hors bilan, nous appuyons sur les confirmations de la direction et de tiers. Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise par ailleurs en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.

Bruxelles, le 28 mai 2026

Forvis Mazars Réviseurs d'Entreprises SRL
Commissaire
Représentée par

Peter Lenoir

Bruxelles, le 28 mai 2026

Forvis Mazars Réviseurs d'Entreprises SRL
Commissaire
Représentée par

Philippe Gossart



5 RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS

28 mai 2026

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux statuts, nous avons l'honneur de vous rendre compte de la manière dont nous avons accompli notre mission de surveillance et de contrôle au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Nous avons examiné les différentes rubriques des comptes annuels arrêtés par le conseil d'administration et avons constaté leur concordance avec les livres sociaux.

L'existence des disponibilités en caisse et en banques est conforme aux documents comptables et aux extraits de comptes remis par les organismes dépositaires.

Pour l'accomplissement de notre mission, l'administration nous a donné tous les renseignements utiles et nécessaires.

Compte tenu des informations reprises également dans le rapport du commissaire réviseur mentionné dans le présent rapport financier, nous vous proposons donc, Mesdames, Messieurs, d'approuver les comptes annuels tels qu'ils vous sont présentés par le conseil d'administration.

Bruxelles, le 15 avril 2026.

Ph. BARETTE

S. SCHOUTEDEN

6

RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ 2025

Rapports du conseil d'administration, du collège des commissaires et du commissaire-reviseur à l'assemblée générale des associés

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX DE BRUXELLES

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ DE GESTION

PRINCIPE DE CONSOLIDATION

L'ordonnance du 19 avril 2007 – avec prise d'effet au 31 mars 2007 – portant des dispositions diverses en matière de service public de transport en commun urbain dans la Région de Bruxelles-Capitale prévoit la création de la société anonyme de droit public « Citeo », ayant principalement pour objet la gestion et le développement d'infrastructures nécessaires au service public de transport en commun urbain.

Le capital est détenu par la Société des transports intercommunaux de Bruxelles (STIB) à concurrence de toutes les actions moins une et par la Société régionale d'investissement de Bruxelles (SRIB) pour la part restante.

La STIB est tenue par les articles 3:22 et suivants du Code des sociétés à la publication de comptes consolidés.

PÉRIMÈTRE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION :

La STIB, société consolidante, détient une participation (comprises dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) dans les sociétés mentionnées ci-après :

| Dénomination, adresse complète du Siège et pour les entreprises de droit belge, le numéro d'entreprise | Droits sociaux détenus directement | | Données extraites des derniers comptes annuels disponibles | | |
|--|------------------------------------|-------|--|---------------------------------|--------------|
| | nombre | % | Comptes annuels arrêtés au | Capitaux propres (en unités) | Résultat net |
| CITEO SA de droit public Rue des Colonies 62 1000 BRUXELLES BELGIQUE 0889.267.195 | 293.666 | 99,99 | 31/12/2024 | 88.343.355 | 1.678.875 |
| TRANSURB TECHNIRAIL SA Rue Joseph Stevens 7 1000 BRUXELLES 0413.393.907 | 200 | 8,00 | 31/12/2024 | 6.446.987 | -443.299 |
| OPTIMOBIL SA Rue Thérésienne 7 A 1000 BRUXELLES 0479.561.664 | 495 | 49,50 | 31/12/2024 | 4.954.047 | 363.085 |
| BELGIAN MOBILITY CARD SA Rue Royale 76 1000 BRUXELLES 0822.658.483 | 2.307 | 44,22 | 31/12/2024 | 1.811.439 | 136.356 |
| TRANSAMO SA Rue Rouget de l'Isle 12 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX FRANCE | 96 | 4,8 | 31/12/2024 | 3.087.950 | 1.947.873 |



MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Sociétés contrôlées :

La STIB détient :

- 99,99% des parts de capital de Citeo.
De ce fait, elle contrôle cette société.
La méthode de consolidation retenue est donc l'intégration globale.

Autres participations :

Les autres participations sont valorisées au coût historique avec une réduction de valeur dans le cas où la part de la STIB dans les fonds propres descend en dessous du coût historique. Les comptes qui ont été utilisés pour ce calcul sont les derniers comptes disponibles, à savoir ceux arrêtés au 31 décembre 2024.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Les deux sociétés STIB et Citeo présentent leurs comptes annuels légaux conformément à la législation applicable aux sociétés commerciales. L'état financier présenté consolide de façon intégrale les comptes de la STIB et de Citeo. La période comptable couverte est de 12 mois pour les deux sociétés.

Les écritures de consolidation qui concernent le bilan ont pour objet d'éliminer, d'une part, la participation dans Citeo dans l'actif de la STIB et, d'autre part, les fonds propres de Citeo, avec reconnaissance d'un intérêt de tiers pour la partie des fonds propres tenue par l'autre actionnaire.

Ses comptes annuels consolidés font apparaître un bénéfice de 2.123.294,03 EUR dont la part de la STIB est de 469.237,82 EUR.

Ce résultat se ventile comme suit :

- Un bénéfice de 469.237,82 EUR pour la STIB (pour une perte de 30.651.564,42 EUR en 2024), dont le détail est repris dans le compte de résultat des comptes annuels STIB;
- Un bénéfice de 1.654.056,21 EUR pour CITEO (pour un bénéfice de 1.678.875,47 EUR en 2024) qui correspond essentiellement aux produits financiers sur les placements à la Région.



AUTRES INFORMATIONS

Concernant les détails des autres informations diverses requises par la loi (article 3:32, 1° à 5° du Code des sociétés et associations), nous renvoyons aux informations mentionnées en application de l'article 3:6 du Code des sociétés et des associations, dans le rapport de gestion de la société consolidante STIB.

RÈGLES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation des comptes consolidés sont identiques à celles définies dans les commentaires des comptes 2025 de la STIB. Les écarts de consolidation positifs sont amortis en 5 années.

Fait à Bruxelles, le 15 avril 2026

L'Administrateur-directeur général

Le Président du Conseil d'administration

Briec de MEEÛS

Merlijn ERBUER



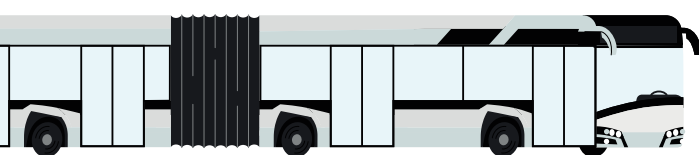
BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF

| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 2025 | 2024 |
|--------------------|---|------------------|------------------|
| I. | Frais d'établissement | 0,00 | 0,00 |
| II. | Immobilisations incorporelles | 38.805.864,54 | 36.087.895,98 |
| III. | Écarts de consolidation positifs | 0,00 | 0,00 |
| IV. | Immobilisations corporelles | 2.844.699.136,05 | 2.768.465.975,46 |
| A. | Terrains et constructions | 1.559.634.234,76 | 1.546.876.465,41 |
| B. | Installations, machines et outillages | 143.327.243,81 | 148.811.977,78 |
| C. | Mobilier et matériel roulant | 913.163.126,13 | 820.174.669,77 |
| D. | Location-financement et droits similaires | 91.760.896,79 | 96.415.031,51 |
| E. | Autres immobilisations corporelles | 11.126.315,24 | 11.302.445,32 |
| F. | Immobilisations en cours et acomptes versés | 125.687.319,32 | 144.885.385,67 |
| V. | Immobilisations financières | 83.609.705,77 | 78.264.129,82 |
| A. | Sociétés mises en équivalence | 0,00 | 0,00 |
| B. | Entreprises avec un lien de participation | 0,00 | 0,00 |
| C. | Autres entreprises | | |
| | 1. Participations, actions et parts | 1.384.289,55 | 1.356.147,87 |
| | 2. Créances et cautionnements en numéraire | 82.225.416,22 | 76.907.981,95 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | | |
| VI. | Créances à plus d'un an | 633.523,75 | 682.466,46 |
| B. | Autres créances | 633.523,75 | 682.466,46 |
| VII. | Stocks et commandes en cours d'exécution | 49.124.747,03 | 50.442.050,34 |
| A. | Stocks | | |
| | 1. Approvisionnements | 48.913.150,23 | 50.082.992,25 |
| | 2. En-cours de fabrication | 211.596,80 | 359.058,09 |
| B. | Commandes en cours d'exécution | 0,00 | 0,00 |
| VIII. | Créances à un an au plus | 417.004.036,98 | 526.902.430,92 |
| A. | Créances commerciales | 33.692.525,80 | 28.540.428,45 |
| B. | Autres créances | 383.311.511,18 | 498.362.002,47 |
| IX. | Placements de trésorerie | 3.743.853,29 | 1.914.349,46 |
| B. | Autres placements | 3.743.853,29 | 1.914.349,46 |
| X. | Valeurs disponibles | 16.911.846,03 | 11.404.222,40 |
| XI. | Comptes de régularisation | 32.999.226,00 | 31.726.578,93 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3.487.531.939,44 | 3.505.890.099,77 |



EXAMEN DU BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF

| CAPITAUX PROPRES | | 2025 | 2024 |
|--------------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|
| I. | Capital | | |
| A. | Capital souscrit | 37.000.000,00 | 37.000.000,00 |
| IV. | D. Réserves consolidées | -12.535.112,69 | -14.658.401,09 |
| V. | Écart de consolidation négatifs | 0,00 | 0,00 |
| VI. | Écart de conversion | 0,00 | 0,00 |
| VII. | Subsides en capital | 2.994.807.411,56 | 2.923.540.526,70 |
| INTÉRÊTS DE TIERS | | | |
| VIII. | Intérêts de tiers | 303,23 | 303,32 |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | | |
| IX. | Provisions et impôts différés | 99.651.174,96 | 117.477.652,55 |
| A. | Prépensions, licenciements conventionnels et autres départs | 18.362.968,91 | 34.522.381,18 |
| B. | Charges fiscales | 298.915,89 | 1.414.273,63 |
| C. | Risques et charges pour regroupement des ateliers et des services administratifs | 8.880.000,00 | 8.880.000,00 |
| D. | Autres risques et charges | | |
| | • Provision pour sinistres à régler aux tiers | 24.990.376,82 | 24.313.516,73 |
| | • Provision heures à récupérer | 28.284.134,54 | 26.909.031,98 |
| | • Provision pour litiges en cours | 9.093.210,32 | 11.624.260,32 |
| | • Provision pour litige social | 4.037.196,48 | 4.009.816,71 |
| | • Provision environnementale | 5.704.372,00 | 5.804.372,00 |
| DETTES | | | |
| X. | Dettes à plus d'un an | 46.554.416,68 | 48.045.193,68 |
| A. | Dettes financières | | |
| | 3. Dettes de location-financement et assimilés | 46.500.000,00 | 48.000.000,00 |
| | 4. Établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| C. | Acomptes reçus sur commande | 0,00 | 0,00 |
| D. | Autres dettes | 54.416,68 | 45.193,68 |
| XII. | Dettes à un an au plus | 274.106.344,57 | 348.948.584,75 |
| A. | Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 1.500.000,00 | 1.500.000,00 |
| B. | Dettes financières - Établissements de crédit | 0,00 | 0,00 |
| C. | Dettes commerciales - Fournisseurs | 161.538.037,87 | 223.312.372,47 |
| D. | Acomptes reçus | 216,29 | 1.656,74 |
| E. | Dettes fiscales, salariales et sociales | 110.496.723,85 | 122.452.524,35 |
| F. | Autres dettes | 571.366,56 | 1.682.031,19 |
| XIII. | Comptes de régularisation | 47.947.401,13 | 45.536.245,58 |
| TOTAL DU PASSIF | | 3.487.531.939,44 | 3.505.890.099,77 |



EXAMEN DU BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF

ACTIFS IMMOBILISÉS

| | | |
|-------------|---|------------------|
| I. | Frais d'établissement | 0,00 |
| | Frais de restructuration | 0,00 |
| | Amortissement | 0,00 |
| II. | Immobilisations incorporelles | 38.805.864,54 |
| | Frais de développement | 94.249.548,18 |
| | Amortissement sur frais de recherches et développement | -64.892.487,44 |
| | Licences, concessions et droits d'usage | 54.341.229,94 |
| | Amortissement sur licences, concessions et droits d'usage | -44.892.426,14 |
| III. | Écarts de consolidation positifs | 0,00 |
| IV. | Immobilisations corporelles | 2.844.699.136,05 |
| A. | Terrains et constructions | 1.559.634.234,76 |
| B. | Installations, machines et outillage | 143.327.243,81 |
| C. | Mobilier, matériel roulant et pièces unbw | 913.163.126,13 |
| D. | Location-financement et droits similaires | 91.760.896,79 |
| E. | Autres immobilisations corporelles | 11.126.315,24 |
| F. | Immobilisations en cours et acomptes versés | 125.687.319,32 |
| V. | Immobilisations financières | 83.609.705,77 |
| A. | Sociétés mises en équivalence | 0,00 |
| B. | Entreprises avec un lien de participation | 0,00 |
| C. | Autres entreprises | 83.609.705,77 |
| | 1. Participations, actions et parts | 1.384.289,55 |
| | 2. Créances | 82.225.416,22 |

ACTIFS CIRCULANTS

| | | |
|--------------|---|----------------|
| VI. | Créances à plus d'un an | 633.523,75 |
| B. | Autres créances | 633.523,75 |
| VII. | Stocks et commandes en cours d'exécution | 49.124.747,03 |
| A. | Stocks: | 49.124.747,03 |
| | 1. Approvisionnements | 48.913.150,23 |
| | 2. Fabrications et travaux en cours | 211.596,80 |
| VIII. | Créances à moins d'un an | 417.004.036,98 |
| A. | Créances commerciales | 33.692.525,80 |
| | • Clients | 21.602.445,05 |
| | • Fournisseurs (débiteurs) | 811.261,57 |
| | • Factures à établir | 10.421.190,30 |
| | • Note de crédit à recevoir | 353.924,58 |
| | • Acomptes versés | 481.958,88 |
| | • Créances douteuses | 21.745,42 |



Examen du bilan consolidé - actif (suite)

| | | |
|-------------------------|---|-------------------------|
| B. | Autres créances | 383.311.511,18 |
| | • Personnel | 436.990,77 |
| | • T.V.A. à récupérer, fiscales, sociales | 38.669.452,74 |
| | • Quote-part de l'État dans les intérêts sur emprunts | 0,00 |
| | • Rémunérations du personnel détaché | 10.020.000,00 |
| | • Solde de la subvention d'exploitation à recevoir | 329.723.259,75 |
| | • Divers | 4.461.807,92 |
| IX. | Placements de trésorerie | 3.743.853,29 |
| X. | Valeurs disponibles | 16.911.846,03 |
| XI. | Comptes de régularisation | 32.999.226,00 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3.487.531.939,44 |



EXAMEN DU BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF



CAPITAUX PROPRES

| | | |
|------|----------------------------------|------------------|
| I. | Capital | 37.000.000,00 |
| IV. | Réserves | -12.535.112,69 |
| A. | Réserve légale | 11.041.653,26 |
| D. | Réserves disponibles | 98.322.371,20 |
| | • Fonds d'investissement | 89.083.385,82 |
| | • Autres réserves disponibles | 9.238.985,38 |
| E. | Perte reportée | -121.899.137,15 |
| V. | Écarts de consolidation négatifs | 0,00 |
| VI. | Écarts de conversion | 0,00 |
| VII. | Subsides en capital | 2.994.807.411,56 |

INTÉRÊTS DE TIERS

| | | |
|-------|-------------------|--------|
| VIII. | Intérêts de tiers | 303,23 |
|-------|-------------------|--------|

PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

| | | |
|-----|--|---------------|
| IX. | Provisions et impôts différés | 99.651.174,96 |
| A. | Provision pour pensions et autres obligations similaires | 18.362.968,91 |
| B. | Provision pour charges fiscales | 298.915,89 |
| C. | Provision constituée pour couvrir le coût probable des regroupements des ateliers et services administratifs | 8.880.000,00 |
| D. | Autres risques et charges | 72.109.290,16 |
| | • Provision pour sinistres à régler aux tiers | 24.990.376,82 |
| | • Provision pour heures à récupérer | 28.284.134,54 |
| | • Provision pour litiges en cours | 9.093.210,32 |
| | • Provision pour litige social | 4.037.196,48 |
| | • Provision environnementale | 5.704.372,00 |



Examen du bilan consolidé - passif (suite)

DETTES

| | | |
|------------------------|--|-------------------------|
| X. | Dettes à plus d'un an | 46.554.416,68 |
| A. | Dettes financières | 46.500.000,00 |
| | 3. Dettes de location-financement et assimilés | 46.500.000,00 |
| | 4. Établissements de crédit: | |
| | Emprunts à long terme pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 0,00 |
| C. | Acomptes reçus sur commande | 0,00 |
| D. | Autres dettes | 54.416,68 |
| IX. | Dettes à un an au plus | 274.106.344,57 |
| A. | Dettes à plus d'un an échéant dans l'année: | 1.500.000,00 |
| | • Dettes de location-financement mobilier | 1.500.000,00 |
| | • Remboursements dont l'échéance se situe l'année qui suit sur les emprunts à long terme pris pour le renouvellement du matériel et des installations (voir tableau ci-après) | 0,00 |
| B. | Dettes financières - Établissements de crédit | 0,00 |
| C. | Dettes commerciales | 161.538.037,87 |
| D. | Acomptes reçus | 216,29 |
| E. | Dettes fiscales, salariales et sociales | 110.496.723,85 |
| F. | Autres dettes | 571.366,56 |
| X. | Comptes de régularisation | 47.947.401,13 |
| TOTAL DU PASSIF | | 3.487.531.939,44 |



RESULTAT DE L'EXERCICE

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2025 | 2024 |
|-------------------------------|---|-------------------------|-------------------------|
| II. | Coût des ventes et prestations | 1.450.620.822,04 | 1.454.336.705,25 |
| A. | Approvisionnements et marchandises | 65.394.746,04 | 70.361.512,17 |
| | 1. Achats et sous-traitances générales | 63.507.968,16 | 74.628.594,55 |
| | 2. Variation des stocks (augmentation -, réduction +) | 1.886.777,88 | -4.267.082,38 |
| B. | Services et biens divers | 225.119.820,93 | 236.047.310,71 |
| C. | Rémunérations, charges sociales et pensions | 816.054.072,04 | 805.468.494,27 |
| D. | Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | 332.536.773,53 | 339.903.057,67 |
| E. | Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales | 4.953.703,25 | 4.597.003,11 |
| F. | Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations -) | -17.826.477,59 | -14.267.833,25 |
| G. | Autres charges d'exploitation | 20.461.411,92 | 7.875.627,66 |
| H. | Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) | 0,00 | 0,00 |
| I. | Charges d'exploitation non récurrentes | 3.926.771,92 | 4.351.532,91 |
| RÉSULTATS FINANCIERS | | | |
| V. | Charges financières | 2.098.342,38 | 5.299.128,21 |
| A. | Charges des dettes récurrentes | 453.167,20 | 406.699,20 |
| B. | Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II. E (dotations +, reprises -) | -16.179,59 | 48,52 |
| C. | Autres charges financières récurrentes | 1.661.354,77 | 4.864.238,81 |
| D. | Charges financières non récurrentes | 0,00 | 28.141,68 |
| IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | | | |
| X. | Impôts | 1.915.389,24 | 1.653.728,90 |
| TOTAL DES CHARGES | | 1.454.634.553,66 | 1.461.289.562,36 |

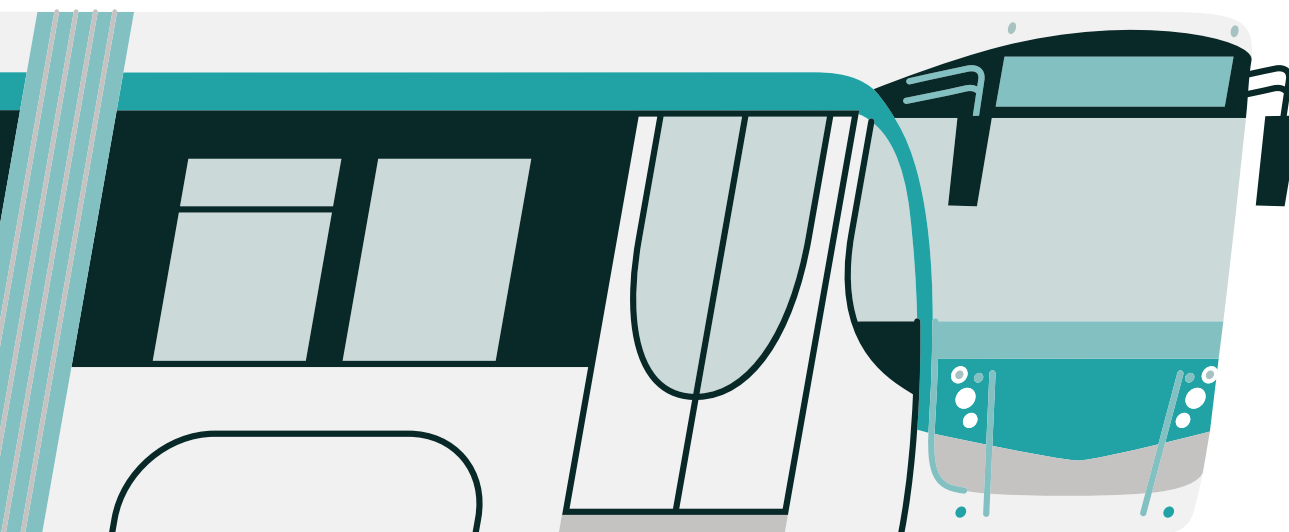


Résultat de l'exercice (suite)

| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | | 2025 | 2024 |
|-------------------------------|---|-------------------------|-------------------------|
| I. | Ventes et prestation | 1.103.548.947,72 | 1.080.889.343,78 |
| A. | Chiffre d'affaires: recettes du trafic | 240.557.627,58 | 226.208.301,06 |
| B. | Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -) | -147.461,29 | -96.951,53 |
| C. | Production immobilisée | 91.300.108,08 | 103.424.331,51 |
| D. | 1. Autres produits d'exploitation | 117.182.135,30 | 111.640.712,84 |
| | 2. Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les frais de fonctionnement | 642.484.000,00 | 633.118.000,00 |
| E. | Produits d'exploitation non récurrents | 12.172.538,05 | 6.594.949,90 |
| RÉSULTATS FINANCIERS | | | |
| IV. | Produits financiers | 353.076.457,93 | 350.831.069,53 |
| A. | Produits des immobilisations financières | 77.520,00 | 40.800,00 |
| B. | Produits des actifs circulants | 680.338,77 | 3.361.058,32 |
| C. | Autres produits financiers | 352.290.457,48 | 347.429.211,21 |
| D. | Autres produits financiers non récurrents | 28.141,68 | 0,00 |
| IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | | | |
| X. | Impôts | 132.442,04 | 596.460,10 |
| TOTAL DES PRODUITS | | 1.456.757.847,69 | 1.432.316.873,41 |

BÉNÉFICE/PERTE CONSOLIDÉ(E)

| | | | |
|-------------|------------------------------------|--------------|----------------|
| XII. | Bénéfice/Perte consolidé(e) | 2.123.294,03 | -28.972.688,95 |
| A. | Part de tiers | 5,63 | 5,72 |
| B. | Part du Groupe | 2.123.288,40 | -28.972.694,67 |



Situation à fin décembre 2025

| Année des emprunts | Montant des emprunts | Montant à rembourser au-delà du 31 décembre 2024 | Remboursement au cours de l'année 2025 | Montant à rembourser au-delà du 31 décembre 2025 | Remboursement au cours de l'année 2026 | Montant à rembourser au-delà du 31 décembre 2026 | Montant à rembourser à partir du 01/01/2027 jusqu'au 31/12/2030 | Montant à plus de 5 ans (01/01/2031 -) |
|--------------------|-----------------------|--|--|--|--|--|---|---|
| 1984 | 12.394.676,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.552.326,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1985 | 6.841.861,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 6.792.282,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12.146.782,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1986 | 1.536.939,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1987 | 7.064.965,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 8.948.956,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1990 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1991 | 46.881.741,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 5.275.056,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1992 | 26.499.817,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 54.933.205,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1993 | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1994 | 34.754.672,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 35.250.459,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 52.156.797,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1995 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1996 | 27.268.287,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1997 | 49.578.704,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1998 | 51.685.799,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1999 | 83.589.696,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2001 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2002 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2004 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2005 | 21.000.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2006 | 58.320.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2007 | 30.000.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2008 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2009 | 43.000.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2010 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2011 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2012 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2013 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2014 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2015 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2016 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2017 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2018 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2019 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2020 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2023 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2025 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 816.054.912,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

ANNEXES

I. À III. ÉTATS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| | Frais de restructuration et de développement | Concessions, brevets, licences, etc. | Terrains et constructions | Installations, machines et outillages |
|--|---|--|---|--|
| Valeur d'acquisition | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 86.390.398,61 | 35.788.739,08 | 2.490.771.625,10 | 301.367.583,74 |
| Mutation de l'exercice: | | | | |
| · Acquisitions (y compris production immobilisée) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Cessions et désaffectations | -39.426.690,65 | -769.293,88 | -78.422.587,85 | -46.031.552,74 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | 47.285.840,22 | 19.321.784,74 | 182.518.199,69 | 20.728.159,14 |
| Au terme de l'exercice | 94.249.548,18 | 54.341.229,94 | 2.594.867.236,94 | 276.064.190,14 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | -60.117.428,43 | -25.973.813,28 | -943.895.159,69 | -152.555.605,96 |
| Mutations de l'exercice: | | | | |
| · Actés | -44.217.976,01 | -19.687.906,74 | -156.227.408,94 | -26.218.783,28 |
| · Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 39.442.917,00 | 769.293,88 | 67.986.079,84 | 46.037.442,91 |
| · Reprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | 0,00 | 0,00 | 3.096.513,39 | 0,00 |
| Au terme de l'exercice | -64.892.487,44 | -44.892.426,14 | -1.035.233.002,18 | -132.736.946,33 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 29.357.060,74 | 9.448.803,80 | 1.559.634.234,76 | 143.327.243,81 |
| | Mobilier et matériel roulant | Location- financement et droits similaires (mobilier et matériel roulant) | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et acomptes versés |
| Valeur d'acquisition | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | 1.698.039.114,70 | 162.894.709,34 | 13.685.523,49 | 144.885.385,67 |
| Mutation de l'exercice: | | | | |
| · Acquisitions (y compris production immobilisée) | 4.701.166,57 | 0,00 | 0,00 | 422.715.273,99 |
| · Cessions et désaffectations | -47.472.961,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | 174.268.582,73 | 0,00 | 998.039,81 | -441.913.340,34 |
| Au terme de l'exercice | 1.829.535.902,94 | 162.894.709,34 | 14.683.563,30 | 125.687.319,32 |
| Amortissements et réductions de valeur | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | -877.864.444,93 | -66.479.677,83 | -2.383.078,17 | 0,00 |
| Mutation de l'exercice: | | | | |
| · Actés | -81.419.866,40 | -4.654.134,72 | -254.259,08 | 0,00 |
| · Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 42.102.376,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Reprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| · Transferts d'une rubrique à une autre | -809.158,21 | 0,00 | 919.910,81 | 0,00 |
| Au terme de l'exercice | -916.372.776,81 | -71.133.812,55 | -3.557.248,06 | 0,00 |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 913.163.126,13 | 91.760.896,79 | 11.126.315,24 | 125.687.319,32 |

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA STIB

Exercice clos le 31.12.2025 (Comptes Consolidés)

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles («la Société») et de ses filiales (conjointement «le Groupe»), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 30 mai 2023, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2025. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles durant 12 exercices consécutifs.

RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total du bilan s'élève 3.487.531.939 EUR et dont le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice de 2.123.294 EUR.

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés» du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur l'annexe CONSO 6 aux comptes annuels consolidés (rapport financier), dans laquelle l'organe d'administration justifie, en application de l'article 3:6 §1, 6° du Code des sociétés et des associations, le maintien des règles d'évaluation dans une hypothèse de continuité. L'appréciation du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que de la liquidité de la créance en «cash pooling» à laquelle se réfère l'organe d'administration requiert de la part de la direction l'exercice de jugements, dans un contexte politique et budgétaire difficile de la Région, telles que décrites dans ce même rapport financier.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes consolidés

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significative, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle les organes d'administration ont mené ou mèneront les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés et des autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2023) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice et a été établi conformément à l'article 3 32 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, à savoir :

- Commentaires sur les comptes annuels (à l'exception des données concernant le nombre de voyages);
- Événements importants survenus après la clôture de l'exercice;
- Comptes annuels et résultats financiers;
- Règles d'évaluation.

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons toutefois aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat.

Bruxelles, le 28 mai 2026

Forvis Mazars Réviseurs d'Entreprises SRL
Commissaire
Représentée par
Peter Lenoir

Bruxelles, le 28 mai 2026

Forvis Mazars Réviseurs d'Entreprises SRL
Commissaire
Représentée par
Philippe Gossart

